

# LE DROIT ROMAIN DE JUSTINIEN DANS LES PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

## III<sup>1</sup>. LE RÔLE DE L'HEXABIBLE D'HARMÉNOPULE

PAR

VALENTIN AL. GEORGESCO

### I. LA POSITION DU PROBLÈME. HARMÉNOPULE ET SON HEXABIBLE

Dans l'introduction de la I<sup>re</sup> partie de cette étude, nous avons montré la nécessité d'étudier d'abord la réception du CIC à travers les Basiliques et l'Hexabible d'Harménopule, avant d'en arriver à l'apparition de la législation de Justinien elle-même, comme objet de réception directe. Cette I<sup>re</sup> partie était consacrée aux Basiliques. Leur application reflétée par les documents internes fera l'objet d'une seconde partie. En attendant, nous passons aujourd'hui à l'étude de l'Hexabible en tant que véhicule du droit de Justinien.

Il serait hors de propos de nous engager ici à fond dans une histoire du fameux Manuel de l'illustre juge de Thessalonique ou encore dans la biographie de celui-ci. L'attention dont l'œuvre et son auteur ont été l'objet à l'occasion du VI<sup>e</sup> centenaire de son apparition (1345 — 1945), fêté avec retard, en 1952<sup>2</sup>, a permis d'avoir aujourd'hui une vue plus approfondie sur ce monument du droit byzantin où le droit du CIC, à travers les codifications de la dynastie macédonienne, occupe une place de choix. Quant à la réception de l'Hex. en Roumanie, nous ne disposons que d'une récente présentation<sup>3</sup> et de quelques contributions éparses<sup>4</sup>, qui ne nous dispensent pas de reprendre le problème, surtout sous l'angle particulier que nous

<sup>1</sup> V. la I<sup>re</sup> partie de cette étude (I. *Le rôle des Basiliques*) dans Studii clasice, 12 (1970), 221—233. La seconde partie (II. *L'application des Basiliques dans les documents internes*) paraîtra ultérieurement. La IV<sup>e</sup> partie sera consacrée à *La réception directe du droit de Justinien*.

Abréviations : ASB = Archives de l'Etat, Bucarest ; B Acad. = Bibliothèque de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie ; Bas. = Basiliques (et éd. Fabrot, 1647) ; BM = Bibliothèque des Maurocordato ; CI = Code de Justinien ; cod. = codex ; D = Digeste de Justinien ; H = Harménopule ; Heimb. = Heimbach (et éd. de l'Hex. 1851) ; IGR = Leunclavius, *Ius Graeco-Romanum*, éd. Freherus, 1596 ; *Législ. agr.* = *Législation agraire de Valachie, 1775—1782* par Valentin Al. Georgesco et Emanuela Popesco, Bucarest (1970) ; *Stud. și doc.* = N. Iorga, *Studii și documente* I—XXV ; *Syn. Bas.* = *Synopsis Basilicorum* (et éd. Leunclavius, 1575) ; *Tomos* = Τόμος Κωνσταντίνου Ἀρμενοπούλου ἐπὶ τῇ ἐξακοσιετηρίδι τῆς Ἐξαβιβλου αὐτοῦ (1345—1945), Thessaloniki (1952).

<sup>2</sup> *Tomos* (v. n. précédente), où le rôle de l'Hex. dans le Sud-Est de l'Europe, en dehors de la Grèce, n'a pu être enregistré.

<sup>3</sup> Gh. Cronț, *Exabibitul lui Armenopol*, in Studii, 16 (1963), 817—841.

<sup>4</sup> V. par ex. I. C. Filitti et Val. Al. Georgesco (ci-dessous n. 22 et 27) et les ouvrages généraux sur *l'Histoire du droit roumain*. Adde, dans la littérature étrangère, Iosif Pergament, *О применении местных законов Арменополя и Донича*, (1905), trad. roum. 1925 ; L. A. Kasso, *Византийское право . . .* (1907), trad. roum. 1923 et 1940.

venons d'énoncer, en rassemblant à cette occasion des matériaux inédits ou non encore intégrés à une étude d'ensemble du problème.

Laissons donc de côté la biographie d'H.<sup>5</sup> (1313/8?—1380/3?), tout en retenant sa haute position sociale, de par la naissance (apparenté aux Cantacuzènes) et les fonctions exercées avec éclat (professeur, conseiller impérial, curpalate, juge général), pourvu des titres de pansébaste et nomophylaque. Sa vaste culture générale et juridique s'est sans doute fortifiée, sinon par un douteux voyage d'études en Italie sous la direction du moine calabrais Aspasius, du moins par l'étude du latin et de la culture latine dont le jeune Constantin, avant l'âge de vingt ans, ne serait pas resté étranger grâce au dévouement du même Aspasius, que le père du futur juge aurait fait venir d'Italie et rémunéré d'importance<sup>6</sup>. L'Hex. date de 1345. Il reflète la pensée du juriste, autant que les efforts déployés par le praticien pour conjurer la crise du droit byzantin, en répondant aux exigences pressantes du moment, d'une manière qui a assuré à cette œuvre contingente et décadente, une portée et une efficacité exceptionnelles. Parmi les grands législateurs de tous les temps, si Justinien s'est acquis une sorte d'immortalité par la codification qu'il sut exiger d'exécutants très qualifiés, H., lui, l'est également devenu, en codifiant, à la place d'un Etat déjà moribond, le droit surabondant de ce dernier, à l'usage surtout de « Byzance après Byzance » et, partant, à l'usage de ceux qui, par le droit byzantin, mais au-delà de ce droit, se définiront progressivement, en tant qu'eux-mêmes et dans leur opposition à l'œcuménicité impériale dont H. aura été pour le monde byzantin un des derniers grands serviteurs. Il n'y a pas lieu de nous arrêter sur un autre ouvrage qu'il destina également à la pratique, cette fois-ci celle des juridictions canoniques, et qui fut connu en pays roumain<sup>7</sup>, Ἐπιτομή τῶν θείων καὶ ἱερῶν κανόνων, car elle ne constitue pas un véhicule du droit de Justinien. Quant aux autres productions d'H., elles n'ont même pas de véritable caractère juridique.

Mais s'il fut un grand canoniste, les fondements rationnels de sa pensée en firent un adversaire de l'hésychasme avec son orientation mystique et contemplative. A l'occasion de la révolte des Zélotes, dont il n'épousa pas la cause, H. se manifesta comme un partisan de la monarchie<sup>8</sup>, qui se heurtait violemment à l'hostilité des grands féodaux byzantins. Par contre, on peut dire qu'il avait de la compréhension pour les besoins du peuple, à condition que l'édifice traditionnel du pouvoir impérial et de l'Eglise officielle restât en place, mais rendu à ce qu'on estimait être leur véritable mission idéalisée.

Quant à l'Hex. — Πρόχειρον νόμων τὸ λεγόμενον Ἡ Ἐξάβιβλος<sup>9</sup> — ce qui intéresse ici se sont ses sources : les Basiliques et leur Synopsis, avec leur position bien connue par rapport à la compilation de Justinien, le *Procheiros Nomos*, pris comme modèle plus direct, et l'Epanagoge, où le droit de Justinien triomphait également, la *Peira*, l'Eclogue des Isauriens, les Nouvelles (en commençant par celles de Justinien et surtout celles de Léon VI et celles du X<sup>e</sup> siècle), le Livre de l'Eparque et, enfin, les lois agraires, dont H. mit au point une version élargie qui supplantera la version ancienne. Par rapport au CIC, l'Hex. n'est, hélas, qu'un véhicule de seconde main et partiel, à côté d'un nombre important d'autres normes juridiques post-justiniennes, qu'il contenait. Les six livres rappellent les 60 βιβλία des Basiliques, dont nous connaissons le rapport avec le CIC. La division en livres, titres et paragraphes ne dépasse pas la technique traditionnelle. Mais la distribution des matières

<sup>5</sup> V. N. A. Bees, P. Lemerle, N. J. Pantazopoulos et J. Vizvizi, in *Tomos* cit. et les renvois à la litt. anc. ; Cronț, 818—820.

<sup>6</sup> Nicolaus Comnenus Papadopolis, *Praenotationes mystagogicae ex iure canonico*. Patavii (1697), 143 ; J.-A.-B. Mortreuil, *Hist. du droit byz.*, 3 (1846), 395 attribuée à N. C. P. l'information sur le voyage qu'aurait fait H. en Italie, et sur les études qu'il y aurait entreprises ; N. A. Bees, *Tomos*, 355—356 ; N. J. Pantazopoulos, *Ib.*, 484.

<sup>7</sup> Elle figurait dans la BM, dans une copie faite d'après le texte publié dans IGR (1596), lequel s'y trouvait également en double exemplaire ; v. notre étude *Les ouvrages juridiques de la Bibliothèque des Maurocordato*, in *Jahrb. d. oesterr. Byz.*, 18 (1969), 200, n<sup>os</sup> 5—7.

<sup>8</sup> V. les articles cités de N. A. Bees et N. J. Pantazopoulos.

<sup>9</sup> V. l'édition de Th. Ad. Suallebergius. Paris (1540).

semble perfectionnée si on la compare à celle du Digeste et du Code de Justinien : sources, personnes, actions et conventions ; patrimoine (biens, propriété et servitudes) ; famille ; successions ; droit pénal et procédure pénale. Elle représentera le plus haut degré de systématisation du droit que Byzance, s'émancipant un peu de Gaius et des Institutes de Justinien, nous aura légué, et qui ne sera surpassé que par le jusnaturalisme et les Lumières, voire le code civil Napoléon (1804) et le code civil général (*Allgemeines bürgerliches Gesetzbuch*) d'Autriche (1811). Un éminent romaniste et historien du droit grec, le P<sup>r</sup> N. J. Pantazopoulos<sup>10</sup>, attribue à H. le mérite d'avoir abandonné la méthode des divisions classificatoires (διάρθρωσις) en faveur d'un nouveau modèle de systématisation codificatrice, analogue à celui qui, introduit plus tard en Occident, y triompha jusqu'à nos jours ; cette systématisation serait, par son style et son niveau supérieur, différente de celle des glossateurs et des post-glossateurs. En 1750, Terrasson était d'avis qu'en dépit de ses erreurs, l'Hex. pouvait « donner une idée assez étendue de tout le droit romain », et L. A. Kasso se rangeait à cette opinion<sup>11</sup>.

La carrière de l'Hex. fut prodigieuse. Il fit bientôt prime sur les Bas., car un palimpseste trouvé par K. E. Zachariae von Lingenthal à Constantinople prouve que le texte de celles-ci était recouvert de celui plus précieux du Manuel d'H. Après les éditions manuscrites et les nombreuses copies faites à Byzance même, une nouvelle phase de diffusion débuta en Occident en 1540. Des éditions gréco-latines vont suivre en 1587, 1780 et 1851 (commandée par le gouvernement grec). La Grèce vit paraître les éd. de 1835 et 1872. Le livre VI (droit pénal) commenté, voyait le jour à Cambridge (1930) dans l'éd. Freshfield. Deux traductions latines, à l'usage des romanistes de l'époque, auront cinq éditions (Rey : 1547, 1549, 1556 ; Mercier-Mercerus : 1556, 1580) ; la trad. allemande (1564) fut réimprimée à deux reprises (1566, 1576), des deux trad. roumaines (Carra : 1804 ; I. Peretz : 1921) la première resta en manuscrit ; alors que les éditions en langue russe, pour des raisons d'ordre pratique, s'élèveront au nombre de quatre au cours du siècle durant lequel l'Hex. avait caractère de source de droit provincial (1831, 1850, 1854, 1908). L'ancienne version populaire (1490), refondue par Alexis Spanos (1744), réimprimée à Venise avec des modifications plusieurs fois (1766, 1769, 1777, 1793, 1805, 1820), sera supplantée par la traduction moderne de Klonaris (1833)<sup>12</sup>. Quant aux sources justiniennes, leur étude est facilitée par la consultation de la savante édition d'Otto Reitz (1780)<sup>13</sup>, qui fait encore autorité, par les *Loci paralleli* de l'éd. Heimb. (1851, pp. 852—976) et par l'éd. de Z. Noutzis (1872)<sup>14</sup>.

Traduit à Jassy en 1804 avec l'intention probable, vite abandonnée, d'en faire le code général du pays et subissant à cette même fin excessive un début d'élaboration privée toujours à Jassy après 1820 (Νέος Ἀρμενόπουλος de K. K. Chrysokhephalos)<sup>15</sup>, l'Hex. devint après 1828 le code de la Grèce moderne jusqu'en 1946. Cette aventure qui explique sa réim-

<sup>10</sup> *Tomos* 522. Sur la technique du droit chez H., v. G. S. Maridakis et N. J. Pantazopoulos, *Ib.*, 89—109 et 515—523.

<sup>11</sup> *Op. cit.* (1940), 81 et n. 2 (avec un signe d'égalité entre le système des Basiliques et celui de l'Hex.).

<sup>12</sup> Krumbacher, *GBL* § 258 ; N. A. Bees, *Tomos*, 371—396<sup>β</sup> (sur l'éd. de 1820, *ib.*, 394) ; sur les 5 éditions de l'Hex. dans des recueils de lois grecs, v. *ib.*, 396<sup>α-β</sup>, n. 2.

<sup>13</sup> In J.L.B. de Meerman, *Supplementum noui Thesauri Iuris ciuiliis et canonici*. La Haye (1780).

<sup>14</sup> *Tomos*, 396<sup>β</sup>. Pour la litt. ancienne, v. L.A. Kasso, *op. cit.*, (1907), 45 n. 3 ; (1940), 80, n. 2, surtout O. Reitz, Heimbach (éd. 1851, pp. XVII—XIX) et D. Azarevič (1877) ; en 1851, Heimbach, confirmant sa propre opinion de 1825 et celle de Biener, citait les passages qui prouvent l'emploi direct tantôt des Bas., tantôt de la *Syn. Bas.*

<sup>15</sup> L'ordre que le prince intimait aux boyards le 3 juin 1804 [G. Ungureanu, *Încercările lui Alexandru C. Moruzi voievod de a da Moldovei o condică de legi*. Iași (1943), 4] de se réunir à la Métropole (en Conseil général = assemblée d'états) pour vérifier la traduction de l'Hex. par Thomas Carra, avec mission d'y ajouter des textes empruntés aux « codes impériaux » (= Bas.), afin de mettre au point les chapitres concernant les donations et les testaments, prouve la destination législative de cette traduction. Sur le Neos Harmenopoulos, v. ci-dessous, n. 96.

pression à cinq reprises dans des recueils législatifs n'avait pas accueilli les suffrages d'un byzantinologue comme Zachariae von Lingenthal en 1893.

Pour expliquer l'œuvre d'H., le P<sup>r</sup> P.J. Zépos évoque la renaissance de la culture grecque durant le XIV<sup>e</sup> siècle, et la présente comme un prélude à la Renaissance occidentale. D'autre part, on a non sans raison dit que le déclin des relations féodales qui, au cours du même siècle, se trouvait à ses débuts, exigeait à Byzance une refonte sélective des normes juridiques. Au fait, les deux interprétations<sup>16</sup> ne s'opposent qu'en apparence et nous voudrions mettre l'accent sur le fait que la Renaissance se confond avec la crise féodale et les débuts des temps modernes. L'Hex. est certes une réponse significative aux besoins juridiques d'une telle période de crise, mais une réponse d'impuissance, puisée à un passé glorieux et dominateur que l'on se donnait beaucoup de mal à mettre en résumés, faute de pouvoir mener à bien une œuvre originale de régénération sur une lancée d'un moins sombre avenir<sup>17</sup>. Or, en 1345, cet avenir-là, pour Byzance, objectivement n'existait déjà plus.

Le succès de l'Hex. en Occident s'explique, à notre avis, par le caractère synthétique de l'œuvre, par son degré de systématisation qui préluait même aux conquêtes de la science occidentale en ce domaine et surtout parce que le droit de Justinien, appliqué comme droit commun (au sens aussi bien strict que large de cette notion), s'y reflétait puissamment, avec un appréciable relief conféré à ses éléments laïques.

Ce succès ne fut guère moindre en Orient, sous la domination ottomane. Par le patriarcat œcuménique de Constantinople, l'Eglise y devint l'*Ethnarchos* des populations chrétiennes asservies, véritable sous-Etat dans l'Etat. Pour sa juridiction dans d'importantes matières civiles et pénales, avec une constante tendance à l'extension, l'Hex. fut à côté des nomocanons (Blastarès, Malaxos, la Vaktéria, le Nomocritérion anonyme du XVII<sup>e</sup> s.) le grand code, toujours indispensable<sup>18</sup>. Sa nette tendance à surclasser ses concurrents se manifeste aussi dans le fait que de Malaxos (1562/3) à Théophile de Campanie (1788), en passant par Xanthinos (avant 1650), Skordyllos (1564) et Zygomalas (1575) ou Siméon Scholarios (1576), par Jacob de Jannina (1645), Théoclitos (1671) et Dosithée (1678), tous les auteurs de nouveaux recueils juridiques ont « fréquenté » l'Hex.<sup>19</sup> Ce qui n'empêcha pas l'ignorance la

<sup>16</sup> V. Pan. J. Zépos, *Tomos*, Prologue, ζ'—η'; Cronl., 824.

<sup>17</sup> Le manque d'originalité de l'Hex. a été proclamé, sans insister sur ses implications sociales et historiques, par E. Zachariae von Lingenthal, jugement dont Mortreuil, *Hist.*, 3 (1846), 370, atténue la sévérité.

<sup>18</sup> Il n'existe pas à notre connaissance, un inventaire complet mis à jour, des mss. de l'Hex. ayant circulé dans les pays du Sud-Est de l'Europe. Les mss. anciens ont émigré en masse vers l'Occident. En 1851, Heimbach citait 12 mss. à Paris, un seul à l'Escorial, un autre à la Bodléienne, 4 à Vienne et 5 au Mont-Athos. A partir de 1540, les éditions imprimées faisaient prime sur les mss. et c'est à partir de l'édition de Suallemburgius que fut préparée la version néogrecque manuscrite à la fin du XVI<sup>e</sup> s. Le Περὶ γράμματος... (1967) de M. D. Gkinis ne cite aucun ms. intéressant de l'Hex... Mais le *Katalog der griechischen Handschriften der oesterreichischen Nationalbibliothek* (Teil 2 *Codices iuridici: Codices medici*, Vienne, 1969), publié par Herbert Hunger avec la collaboration d'Otto Kresten, permet de constater l'exode vers Vienne des pièces suivantes: Codd. jur. gr. 2, XIV<sup>e</sup> s. (frag. II 4, 20); 6 (Hex.); 7 (extraits de l'Hex.); 8, seconde moitié du XV<sup>e</sup> s. (Hex. d'un dignitaire de la métropole de Monembasie); 12, seconde moitié du XIV<sup>e</sup> s. (Hex. de la grande Lavra du Mont Athos et du patriarche Théocleptos I<sup>er</sup>, tous ces mss. ayant été acquis à Constantinople par A. von Busbeck; 14, (extraits de l'Hex., 1448) acquis par Joh. Sambucus à Tarente en 1562 (?) au prix de dix ducats. Sur les mss. de l'Hex. v. N. J. Pantazopoulos, *Ῥωμαϊκὸν Δίκαιον*, (1967), 121—130 avec la litt.; L. A. Kasso, *op. cit.*, (1907), 43 n. 2; (1940), 76, n. 2; E. Herzog, *op. cit. in Addenda* 61—67; D.E. Maurocordato, in *Rev. de législ. et de jurispr.* (1846) I, 203, avec renvoi à l'*Index* de C.F. de Matthäes (1780), pour les mss. de Moscou.

<sup>19</sup> N. J. Pantazopoulos, *Church and Law in the Balkan Peninsula during the Ottoman Rules*, Thessaloniki (1967), 45—47; L. A. Kasso, *op. cit.* (1940), 78 faisait débiter avec l'édition de Spanos l'utilisation de l'Hex. Rappelons qu'à la fin du XVI<sup>e</sup> s., à la demande pressante d'une *pravila* pour la Valachie, le vicaire du patriarche œcuménique ne pouvait promettre que la confection *ad hoc* d'une copie du Nomocanon, sans aucune allusion à l'Hex.

plus crasse sur l'époque même où H. avait réellement vécu. En 1814, un savant juriste comme Donici, et quelques années plus tard K.K. Chrysokephalos, le faisaient, avec la tradition byzantine, vivre au XII<sup>e</sup> siècle<sup>20</sup>.

## II. LA RÉCEPTION ROUMAINE DE L'HEXABIBLE. LA RÉCEPTION INDIRECTE, ANTÉRIEURE AU DÉBUT DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Distinguons, tout d'abord, la réception directe d'avec l'indirecte. Celle-ci a eu lieu à travers d'autres recueils qui ont puisé à l'Hex. leur matière, le plus souvent avec références d'origine. Le plus important c'est le Nomocanon de Malaxos (1562/3) traduit à Jassy par le logothète de troisième classe Eustratie dans sa *Pravila aleasă* (Le Code sélectionné) de 1632, et puis à Tirgoviste (1652) où il fut, avec le code moldave de 1646, incorporé au code de Mathieu Basarab, *Indreptarea legii*, confirmé en réalité seulement par le métropolite Etienne. L'auteur cité<sup>21</sup> au début de cette étude a dressé une concordance de 33 chapitres (*glave*) qui dans les deux codes, moldave et valaque, viennent de l'Hex. par le truchement de Malaxos. Utile et suggestive, cette concordance ouvre la voie à une investigation exhaustive, qui exige une technique mise au point, quitte à se demander si les résultats obtenus valent la peine de l'effort à fournir.

La concordance citée ne contient pas trois chapitres (272, 274 et 277) dont les références marginales renvoient expressément à H. (v. Hex. éd. Heimb. V 8, 95 ; V 8, 10.12.14 ; V 8, 26). D'autre part, le ch. 285 qui figure dans la concordance avec renvoi à Hex. V 7, 1 et 5, ne contient pas de référence marginale à H.,<sup>22</sup> et cependant non seulement deux de ses paragraphes (comme il est indiqué à la 1<sup>re</sup> colonne du tableau), mais presque tous, en nombre de 14 (sur 15) (y compris ceux qui sont placés sous l'autorité de Mathieu Blastarès, de « Zri » et des empereurs Léon et Constantin) viennent de différents paragraphes de l'Hex. (v.n. 21). Enfin, tous les chapitres de la concordance sont formés de plusieurs alinéas (paragraphes non numérotés), dont le plus souvent un seul est rattaché à H. par une référence marginale expresse. Le renvoi à l'Hex., comme source, marqué à la colonne 1 de la concordance, ne concerne que cet alinéa en question (lequel cependant n'est pas indiqué), car les autres peuvent avoir une source différente, dans l'Hex. ou en dehors de lui.

Ajoutons aussi, ce qui est important pour notre propos, que presque tous les textes

<sup>20</sup> *Manualul juridic al lui Andronachi Donici*, Bucarest (1959), 19 et Cronț, 835.

<sup>21</sup> Cronț, 827. Voici l'analyse des sources du ch. 285 (\* = sources indiquées par l'auteur de la concordance) :

Code de 1652, gl. 285	Référence marginale	Hex. éd. Heimb.
<§ 1>	Mathieu <Blastarès>	V 1,1
<§ 2>	Zri	V 1,2
<§ 3>	—	V 1,3
<§ 4>	—	V 1,39
<§ 5>	—	V 1,35 (in fine)
<§ 6>	Léon et Const. emp.	V 1,24 ( <i>Loc.par.</i> : CI 6, 22, 1 ; Bas. 35, 2, 1).
<§ 7>	—	V 1,41
<§ 8>	—	V 1,19 et 36 (adapté)
<§ 9>	—	V 1,8
<§ 10>	Du codicille	*V 7,1
<§ 11>	Zri	V, 7,2
<§ 12>	Examine pour voir	V, 7,3
<§ 13>	—	V 7,3
<§ 14>	—	— — —
<§ 15>	—	*V 7,5

Les autres chapitres de la concordance n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse semblable.

<sup>22</sup> Pas plus que les ch. 2, 3 et 291. Ces deux derniers sont signalés dans la concordance citée, comme présentant une telle particularité.

mis en cause ici sont d'origine justinienne. Il sera également important de montrer quels sont les textes hexabibliens communs aux nomocanons de Malaxos et de Blastarès.

On ne cite pas pour le XVII<sup>e</sup> siècle, d'autres recueils qui aient mis à contribution le Manuel du juge de Thessalonique. Au XVIII<sup>e</sup> s., la Βακτηρία τῶν Ἀρχιερέων (1645)<sup>23</sup> de Jacob de Jannina connaît une large diffusion, surtout en Moldavie, où elle fut traduite en roumain (Jassy 1754) par ordre du métropolite Jacob de Putna. La traduction s'est conservée en trois belles copies métropolitaines, à côté de plusieurs copies grecques, dont l'une, qui s'est conservée, a appartenu en 1726 à la BM. Comme ce Nomocanon développe celui de Malaxos, en y ajoutant de nombreux textes civils, le recours à l'Hex. est plus important que dans son modèle. Un inventaire semblable à celui qui a été dressé pour *Indreptarea legii* et la *Pravila aleasă* aurait dû être établi aussi pour la *Vaktèria* (*Ctrja arhierilor*), mais ici il serait hors de propos, car seule la réception directe de l'Hex. peut rendre compte de son rôle de véhicule du CIC. Par contre, le Nomocanon de Jacob de Jannina reprend tout son intérêt, dès qu'il s'agit de la réception générale (directe et indirecte) de l'Hex. Nous présenterons cet inventaire à une autre occasion.

Quant au petit code valaque de 1714 (*Capete de poruncă*<sup>24</sup> = dispositions obligatoires), rédigé et diffusé à l'usage surtout du clergé, par le métropolite Antim Ivireanu, il se réfère par deux fois, en matière de testament, mariage et dot, à la *pravila* (le code, le droit byzantin), mais de toute évidence sans avoir suivi l'Hex. comme modèle.

La réception indirecte de l'Hex. à travers le code de 1652 a joué un rôle important après 1765, lorsque l'on constate que ce code connaissait une application constante en matière de divorce et de successions, celle qu'en faisait l'instance canonique, la dicastérie métropolitaine de Bucarest, réorganisée à l'époque. Les paragraphes venant de l'Hex. n'y font pas défaut. Les quelques vingt registres de la Métropole déposés à la Bibliothèque de l'Académie, contenant des sentences et des anaphoras, attendent malheureusement encore un patient investigateur compétent ; ce sont les mss. à contenu judiciaire 634—641 ; 643—653 et 666 des années 1765—1828 [v. I. Bianu et Caracaș, *Catalogul* 2 (1914) n<sup>o</sup> 603—673]. Sur les 35 documents des mss. 634—635 publiés par D. Stănescu [*Viata religioasă la români*. Buc. (1906) 400] et P. Tincușescu [*Cărți de despărțală*. Buc. (1932) 82 ; 113 ; 219] au moins quatre font application d'un chapitre du code de 1652, tiré d'H. [*Pravila Armenopolu*, cap. 274, list. 275 ; *Sf. Pravilă*, cap. 219 unde zice Armenopol ; *adde* : 12 juillet 1778, ms. 635 f. 76<sup>v</sup> = II. (1962) 225, gl. 274 = éd. Heim. IV 15, 19 : „după porunca pravilii list 211, glava 219, la Armenopoli unde zice...”].

Pour ce qui est de la réception directe, I. C. Filitti<sup>25</sup> avait affirmé sans preuves en 1934 que l'Hex. a bien pu être connu dans les Principautés danubiennes dès le XVI<sup>e</sup> siècle. Même récemment, la mention de la *pravila* dans un jugement avec cojureuses du 6 janv. 1633 en Valachie a été sans raison suffisante rattaché à l'Hex. et invoqué comme

<sup>23</sup> V. notre étude *Cîteva contribuții la studiul receptării dreptului bizantin în Țara Românească și Moldova* (1711—1821), in *Studii*, 18 (1965), 57—60 ; idem, *Les ouvrages juridiques de la Bibliothèque des Maurocordato*, in *Jahrb. d. oesterr. Byzantinistik*, 18 (1969), 203—204 ; cf. N. A. Bees, in *Tomos*, 396. Heimbach et Linovskij substituaient l'Hex. aux *Bas.*, dans la relation légendaire de D. Cantemir sur la source byzantine du Code d'Alexandre le Bon (début du XV<sup>e</sup> s.), hypothèse que rejetait déjà I. A. Kasso, *op. cit.* (1907), 20 et n. 3 ; (1940), 33, n. 2.

<sup>24</sup> V. Em. E. Săvoiu, « *Capetele de poruncă* » ale Mitropolitului Antim Ivireanu, in *Bis. ort. rom.* (1966), 1004 sq.

<sup>25</sup> *Vechiul drept penal roman*, extrait de la *Revista de drept penal și știință penitenciară* (1934) 3. A propos d'un doc. valaque du 20 nov. 1657 (*Arhiva Cantacuzino*, 220) qui mentionne le recours à la « *pravila* și grecească și românească », Șt. Gr. Berechet, in „*Întregiri*” 1 (1938), 8 pense à Blastarès, à Harménopule et même à Fabrot (éd. des *Bas.* 1647). Un prélat étranger, un Grec, siégeait au tribunal ecclésiastique de la Métropole, et l'on a dû lui présenter un nomocanon grec contenant le même texte que celui de la *pravila* roumaine de 1652. Ce ne pouvait être que Malaxos (le modèle du code de 1652), ou le *Syntagma* de Blastarès ou, plus probablement, la récente *Vaktèria* (1645). L'étude du procès permettrait de déterminer si le texte du code de 1652, appliqué en l'espèce, était extrait d'Harménopule, ce qui ne suppose pas l'usage de l'Hex. en version grecque.

preuve de l'emploi (direct?) du Manuel d'H. avant les codes de 1632 et 1652<sup>26</sup>. En attendant de nouvelles preuves pertinentes, nous constatons que jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle ni les Basiliques ni l'Hex. n'ont circulé dans les Principautés, ce qui nous interdit de parler, jusqu'à cette date-là, de leur réception directe. D'ailleurs, I. C. Filitti<sup>27</sup> lui-même ne manque pas de noter que la circulation réelle de l'Hex. commence à peine après 1744, avec les éditions d'Alexis Spanos citées. Quant au second auteur<sup>28</sup>, avant d'invoquer le doc. de 1633, comme preuve — isolée — de la réception directe de l'Hex., il affirme que seul le XVIII<sup>e</sup> a créé des conditions favorables à une telle réception et il fait débiter cette étape par l'arrivée — grâce peut-être à l'initiative du métropolite Gerasimos<sup>29</sup>, protecteur des Racovitza — de l'édition en langue populaire dans les Principautés, après 1744. On peut même citer un document du règne de C. M. Cehan Racovitza, où l'Hex., dans l'éd. de cette année, semble être invoqué pour la première fois dans un jugement moldave.

### III. LA RÉCEPTION DIRECTE DE L'HEXABIBLE. LE RÔLE DE LA BIBLIOTHÈQUE DES MAUROCORDATO. LE TÉMOIGNAGE DES DOCUMENTS INTERNES

En réalité, l'émergence de l'Hex. dans la culture juridique roumaine est antérieure de quelques dizaines d'années à cette date. Tout comme celle de *Bas.*, elle fait partie de l'action exercée par la BM sur la vie juridique et culturelle des Principautés. Les catalogues incomplets que nous possédons et où se reflètent seulement les débuts de la carrière roumaine de cette bibliothèque, nous permettent de constater la présence dans ce laboratoire culturel de l'époque<sup>30</sup>, des titres suivants :

a. Κωνσταντίνου Ἀρμενοπούλου Ἑξάβιβλος διὰ Θεοδωρίκου Ἀδαμίου, Paris (1540), 2 exemplaires (ms. 603 II f 278<sup>v</sup>).

b. Πρόχειρον νόμων (Κωνσταντίνου Ἀρμενοπούλου) Λιέμμου Λεμαρίου (1587) (AAR 90 n° 22 = ms. gr. 1052 f. 13 n° 22) : c'est l'éd. de D. Gothofredus apud Gulielmum Laemarium, Genève, 1587).

Les renseignements fournis par les catalogues de la BM prouvent que ce n'est pas par l'édition en langue vulgaire publiée par Spanos que la culture juridique roumaine a pris contact avec l'Hex., mais bien par la version originale, en grec byzantin savant, et avec tout l'apparat scientifique des éditions citées. Celles-ci seront continuellement utilisées dans les Principautés par Fotino<sup>31</sup>, A. Donici<sup>32</sup> et Thomas Carra<sup>33</sup>, par les rédacteurs du Code Calli-

<sup>26</sup> Cronț, 831. Le document cité (ASB, Mon. Cimpulung LXIII/10) se réfère à la *pravila* et ferait application du livr. VI, tit. 9 de l'Hex. (l'auteur n'indique pas le paragraphe). Or, tous les 6 §§ du titre 9 viennent des *Bas.* et du CIC et comme tels ils ne supposent pas nécessairement le recours à un exemplaire de l'Hex. D'ailleurs, la peine appliquée est plus grave que celle prévue aux §§ 1 et 2 du titre 9 cité.

<sup>27</sup> I. C. Filitti, *op. cit.*, 7.

<sup>28</sup> *Ib.*, 828–829.

<sup>29</sup> Sur son rôle, v. N. A. Bees, in *Tomos*, 373–379.

<sup>30</sup> V. nos études citées ci-dessus, n. 22 (pp. 11 et 206–207) ; I. C. Filitti, *Vechiul drept penal român* cit. 3, à propos des éditions de 1540, 1580 et 1587 (et une autre inexistante de 1596 ; il doit s'agir de l'ouvrage canonique, paru dans le IGR de Leunclavius), ayant (n. 6) des « exemplaires dans la Bibliothèque de Nicolas Voïvode Maurocordato (Iorga, *An. Acad. Rom.*, T. 37, pp. 86 ; 90) ».

<sup>31</sup> Dans le cod. Suppl. gr. 1323 de la Bibliothèque Nationale de Paris (pp. 416, § 5) au texte initial, rédigé en grec populaire, des additions sont faites, en grec byzantin savant, d'après une édition occidentale de l'Hex.

<sup>32</sup> *Manualul juridic al lui Andronache Donici*, éd. critique. Bucarest (1959), 14 (*Predoslovie*) : « Quant à cet ouvrage, (l'Hex., n.n.) il n'y a pas de doute que celui qui est écrit en langues hellène et latine mérite réellement tout éloge », après quoi suit la critique de l'éd. Spanos, ce qui prouve que Donici utilisait les deux rédactions, comme on l'a déjà remarqué, v. L. A. Kasso, *op. cit.* (1940), 48, n. 1 et, dans le même sens, Cronț, 836.

<sup>33</sup> V. notre *Preemfiunea în istoria dreptului românesc*. Buc. (1965), 254–270.

maque<sup>34</sup>, tel Chr. Flechtenmacher, et le divan de Valachie sous Jean Caradja (1814)<sup>35</sup> ou bien par l'avocat et *dascâl* (professeur) K. K. Chrysokephalos<sup>36</sup>, à Jassy vers 1820–1831. C'est ce qui explique le nombre d'exemplaires qui s'est conservé de ces éditions, dans le fonds de la Bibliothèque de l'Académie, à Bucarest.

Mais à quelle date est-on passé de la lecture en bibliothèque, dans un cercle fort restreint de privilégiés, à l'emploi du texte dans les prétoires? On pense naturellement à la confection de copies fragmentaires de certaines dispositions intéressantes. L'usage de telles copies est prouvé pour l'éd. Spanos, par le mss. gr. 8 de la B. Acad.<sup>37</sup> La BM elle-même possédait une copie manuscrite de l'Ἐπιτομή d'H. Il y a peu de chances que nous découvriions exactement la preuve documentaire du premier usage de l'Hex. devant un tribunal laïque ou ecclésiastique. Avant la réforme judiciaire de Constantin Maurocordato (1739–1741), le rappel des textes de loi appliqués par le juge n'était ni obligatoire, ni courant. On doit se résigner à citer le plus ancien renvoi à l'Hex. ou à IL, datant de l'époque postérieure à la réforme. C'est un doc. de 1753, en Moldavie, ce qui est assez tardif, et un autre de 1749 non encore mis en valeur<sup>38</sup>, en Valachie.

C'est d'ailleurs d'une façon générale que pour la période 1744–1831 nous devons constater le nombre plutôt réduit de documents internes qui font mention expresse de l'Hex. comme fondement légal d'une sentence judiciaire. Cette constatation contraste avec la place que, sur la foi d'autres sources, on est obligé d'attribuer à H. dans la culture juridique de l'époque. Aucun auteur ne s'est assigné la mission de présenter un inventaire exhaustif de ces mentions. Celles qui circulent, par un pur hasard, chez les différents auteurs, sont au-dessous du nombre réel que recèlent les documents inédits. Parmi les mentions connues, on a cité dernièrement un groupe de 5 exemples s'échelonnant de 1753 à 1812<sup>39</sup>. Nous en ajoutons en note encore 39 exemples<sup>40</sup> allant de 1749 à 1828. Il y a, certes, surtout avant 1774, des jugements où la

<sup>34</sup> *Codul Calimach*, éd. critique. Bucarest (1958), 49 (préface). Le fait de signaler dans la préface de ce code les erreurs de l'éd. Spanos et les difficultés soulevées par l'emploi des éditions classiques, confirme, à la suite de Donici, la connaissance de ces dernières par les juristes contemporains particulièrement cultivés.

<sup>35</sup> V. notre article *L'application des nouvelles byzantines, Περὶ προτυμῆσεως dans les Principautés roumaines à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> s.*, in *Actes du I<sup>er</sup> Congrès international des études sud-est-européennes* (1966), Sofia, 4 (1969), 286 et n. 12 (texte grec, avec impression fautive, l'auteur n'ayant pas eu la possibilité de corriger les épreuves).

<sup>36</sup> Qui possédait un exemplaire de l'éd. Gothofredus (1587); cf. Cronț, 835.

<sup>37</sup> V. C. Litzica, *Catalogul manuscrisurilor grecești*. Bucarest (1909), nr. 309 (XVIII<sup>e</sup> s.): copie intégrale de l'éd. Spanos; I. Peretz, *Curs de istoria dreptului român*. Bucarest, II 1 (1928), 342–343 [qui cite sans vérification personnelle, d'après Litzica, aussi le ms. gr. 74 (nr. 663) qui contiendrait deux pages de notices tirées d'H. Le texte n'a pas de signification pour notre propos].

<sup>38</sup> 24 déc. 1753 Bul. Com. ist. a Rom., 8 (1929), 82, signalé par I. C. Filitti, *Vechiul drept penal român*, in *Rev. de drept pen și št. penit.* (1934), 8 (extrait): « avec renvoi aux pages correspondant à l'éd. d'H. de 1744 »; même remarque chez Cronț, 831. 3 mars 1749 ASB, ms. 139 f. 139<sup>v</sup>–140, *Indice cron.* n° 1, Métropole de Valachie, Buc. (1961), 469 n° 5548: héritage et tutelle du petit fils d'un boyard, avec citations d'H. et des Nov.I.

<sup>39</sup> V. Cronț, 831–832, qui utilise ces doc. de 1753, 1763 (Valachie), 1769, 1773, 1792 et deux cas d'application indirecte (par l'intermédiaire du code de 1652).

<sup>40</sup> 3 mars 1749 (v. ci-dessus, n. 38); 16 sept. 1763 [Ghibănescu, *Isp. și zap.*, IV 2 (1915), 115]: le domaine d'un étranger qui a abandonné le pays devient terre princière, avec citation de *Costandin Armenopol*, liv. 6, tit. 4, <?>: 17 févr. 1765 (*Uric.*, XVII, 43–53): anaphora des boyards moldaves confirmée par le prince le 5 mars dans le fameux procès de retrait lignager qui oppose les Feștilești à la princesse Anița, avec citation, outre la *Vaktiria arhierescă*, de la *Sfinta pravila*, *Cod. Armenopol*, liv. 1, tit. 12, p. 81 = éd. Heimb. I 12, 12 = éd. Spanos (1744), 80; du *Codul Armenopol*, liv. 3, tit. 3, p. 233 = éd. Heimb. III 5, 34 = éd. Sp. cit., 233; des articles de code présentés par les deux parties: *codul Armenopol*, liv. 1, tit. 12, p. 83 (= éd. Heimb. I 12, 32 = éd. Sp. cit., 83); du *cod Armenopol*, liv. 3, tit. 3, p. 214 (= éd. Heimb. III 3, 87 = éd. Sp. cit., 214); 27 mai 1776: anaphora du métropolitain, confirmée par le prince



loi appliquée n'étant pas indiquée, l'usage de l'Hex. a pu ne pas y laisser de trace. Quant à l'identification de l'emploi, par l'examen de la solution donnée au litige, la méthode n'aboutit pas, car dans fort peu de cas le texte de l'Hex. se distingue par une particularité notable

le 27 mai 1776 (ASB, ms. 5, f. 44–45, in *Acte judiciare*, Instit. de Istorie « N. Iorga » : restitution préférentielle à la veuve d'un boyard de la donation d'avant le mariage « selon la permission d'Harménopule (voia Armenopolului) à la page 274 » (= Heimb. I 13, 27) ; 14 juin 1772 [Iorga, *Stud. și doc.* 21 (1911), 157] : Maria Cănănu de la famille Callimache, dans sa plainte oppose à une revendication des Tziganes qu'elle possède, *Cost. Armenopolu*, liv. 2, tit. 1, p. 3 (éd. Heimb. § 65) ; 11 juillet 1774 (*Uric.*, XXV, 172) : contre le boyard qui ne restitue pas le gage, on examine aussi la *pravila*, en y trouvant la décision de Constantin Armenopol, liv. 3, ch. 5, p. 200 (= éd. Heimb. III 5, 12 = éd. Sp. cit., 229) et *Pravila Armenopol* « qui décide » (liv. 3, ch. 5, p. 199 (= éd. Heimb. III 5, 3 = éd. Sp. cit., 227), avec interprétation des juges pour chaque texte cité *in extenso* d'après une édition classique, car autrement le décalage de pagination par rapport à l'éd. Spanos ne serait pas explicable par une simple erreur matérielle ; 23 juillet 1774 [A. V. Sava, *Doc. Lăpușna* (1937), 226 n° 188] : délai de 30 jours pour que les non-assistants à une vente exercent leur droit de retrait, « dans une pareille affaire on a consulté aussi la *pravila*, et voici la décision d'Armenopol, à la p. 193 », avec citation du texte (= éd. Heimb. III 3, 110 ; ce n'est pas la page d'une éd. Spanos) ; 16 juillet 1776 [Ghibănescu, *Sur. și izv.*, 25 (1933), 69, n° 70] : affaire de protimésis, « on consulte » *Armenopoli* à la p. 190 avec citation (= éd. Heimb. III 3, 110 ; ce n'est pas la page d'une éd. Spanos) ; 20 sept. 1791 (Urechîă, *Ist. rom.*, IV, 164) : anaphora de deux boyards présentée au prince, après examen ils ont trouvé chez l'interprète de *pravili Armenopolus*, liv. 3, lit. 3, avec citation du *shidion* grec (= éd. Heimb. III 3 105–106), mais le prince fait application du titre XXXII 3 ; 6 ; 8 du code valaque de 1780 (qui adaptait le système d'H. aux exigences coutumières locales) ; 28 déc. 1791 (Urechîă, *Ist. rom.*, IV, 176) : droit de l'enfant adoptif d'invoquer l'innocuité du testament de l'adoptant, référence avec citation aux lois impériales (XXXIX 1) et à l'interprète « *Armenopulon* » (= éd. Heimb. V 8, 75) ; 22 janv. 1796 [Erbiceanu, *Ist. Mitrop. Mold.* (1888), 41–42] : anaphora confirmée le 29, décidant l'expulsion des superficiaires Juifs qui avaient bâti leurs boutiques sur un terrain que la Métropole voulait affecter à la construction d'une école, solution motivée par l'absence dans le contrat d'une clause de jouissance perpétuelle (« *pe vecie* ») et ensuite sur l'interdiction byzantine faite aux hérétiques d'acquérir des biens ecclésiastiques, énoncée par *Armenopol*, liv. 3, tit. 5 (= éd. Heimb. III 4, 10) ; 11 mai 1796 (Urechîă, *Ist. rom.*, VI, 804) : sanction du ravisseur d'une vierge qu'il refuse de doter ou d'épouser, sans renvoi à Hex. VI 3, comme le remarque Filitti, *Vechiul drept* cit., 48 – il s'y agit du § 5 ; 4 août 1799 [Ungureanu, *Pedepsele în Moldova* (1931), 20, n° 15] : « on a examiné le code *Armenopol*, liv. 6, tit. 6, p. 381 avec citation (= éd. Heimb. VI 6 < 8 >) ; 27 janv. 1801 (*ib.*, 17, n° 10) : le jugement rendu par Donici renvoie à « Harménopule », liv. 6, tit. 6, p. 381 avec citation (= éd. Heimb. VI 6, 9, la page ne correspond pas à celle des éd. Spanos) ; 8 août 1800 [Urechîă, *Ist. rom.*, XI (1902), 138] : à la demande des parties, on a examiné *Armenopulo*, p. 244 (avec citation) dans l'affaire d'un fils de pelletier de 12 ans, coupable de blessures non mortelles sur un autre garçon de son âge (= éd. Heimb. VI, 6, 7–9), la page ne correspond pas à celle d'une éd. Spanos, et le doc. se réfère à « celui qui s'appelle *infans* », ce qui prouve qu'on consultait la traduction latine d'une édition classique de l'Hex. ; av. 1800 [ASB, ms. 139, *Indice cronologic*, no 1 ; 2 (1961), n-os 4980... 4519] : 21 affaires tranchées par la dicastérie métropolitaine en s'appuyant sur des canons, les *Bas.* et l'Hex. ; 1820 [Antonovici, *Doc. birlădene*, 2 (1912), 240, n-o 142] : l'anaph. du divan examinant le procès qui opposait la ville de Birlad à son « propriétaire » féodal, après avoir invoqué les *Bas.* 60, 17, 40 et 41 (v. notre article *Cîteva contrib.*, ci-dessus, n. 23), cite *in extenso legiurile pravilor din Armenopol*, liv. 3, tit. 3 § 105 sur le délai de 10 ans en matière de protimésis (= éd. Heimb. III 3, 110 ; c'est encore l'éd. classique de 1587 qui est utilisée, car dans les éd. Spanos les paragraphes ne sont pas numérotés) ; 9 août 1828 (Ungureanu, *Justiția în Moldova*, 58) : le département des causes des étrangers reprend à son compte la référence à H. que lui fournissait la consultation de Donici.

Dans l'affaire de dissolution du mariage pour cause de démence de l'un des époux du 16 sept. 1794 (Urechîă, *Ist. rom.*, VI, 804), on cite *in extenso* le ch. (*glad* : lire : *glava*) 231, p. 216, qui ne se réfère pas à l'Hex., mais au code valaque de 1652, *glava* 234, dont le texte est reproduit assez fidèlement. C'est une preuve supplémentaire de l'actualité de ce code même à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les documents cités ci-dessus nous ont révélé la pratique des conclusions par lesquelles les parties présentaient au tribunal les chapitres de la *pravila* concernant l'affaire débattue. Cette pratique supposait le secours à des consultations de juristes qualifiés, comme celle que nous avons

(reflétée dans le document) et qui permette de le distinguer de sa source, surtout des Basiliques et du droit de Justinien. Qui plus est, la coutume qui fait donner à l'Hex. le nom générique de *pravila* (sans autre détermination) ou même de *Sf. Pravila* (saint-code)<sup>41</sup>, a pour effet de réduire le nombre des références sûres à l'œuvre de notre juriste, toutes les fois que le texte n'est pas cité *in extenso* ou à l'aide de chiffres permettant l'identification recherchée. Voici trois exemples d'application de l'Hex. sous le nom de simple *pravila* : a) 27 mai 1776 (ci-dessus, n. 40), résolution d'Al. Ypsilanti avec référence à la *pravila*, là où le métropolite indiquait la page de l'éd. du Manuel d'H., qu'il avait consulté ; b) 15 juin 1807 et 4 avr. 1810 (B Acad. 85/CMLII) : ordre de mise hors registre d'un procès de retrait et rapport du divan de Moldavie à son président, le gén. russe S. S. Kušnekov ; dans les deux cas on rapportait à la *pravila* le délai de 10 ans pour l'exercice du retrait lignager prévu par H., éd. Heimb. III 3, 110, le second doc. se référant aussi à la coutume et précisant qu'il s'agissait de vente non présentée au divan, car autrement cette présentation aurait déclenché le délai de 6 mois du chrysobulle synodal du 28 déc. 1785.

#### IV. LES ÉTAPES DE LA RÉCEPTION DE L'HEXABIBLE APRÈS LA RÉFORME DE CONSTANTIN MAUROCORDATO. L'ŒUVRE DE MICHEL FOTINO (PHOTÉINOPOULOS)

En dépit de pareilles difficultés, on peut affirmer qu'à partir de la Réforme, H. jouit d'une audience sans cesse accrue dans les deux Principautés.

L'étape de l'apparition de l'Hex. dans la culture juridique roumaine et dans la pratique du droit se clôt sous le règne des Racovitza. Une seconde étape débute en Valachie à la fin de 1763 et se continue avec l'œuvre de Fotino (1765—1766).

Le 4 oct. 1763<sup>42</sup>, la réponse des boyards à une question du prince est nette : en matière de prescription du droit de protimésis entre absents, on applique non pas le délai de 10 ans prévu par H., mais le long délai indéterminé que la coutume laissait à l'appréciation du juge. En fait, l'une des parties avait invoqué l'Hex. et le prince, un Racovitza, vu la vogue récente d'H., n'avait pas cru devoir rejeter *de plano* la demande en question. Les grands boyards sous la présidence du métropolite, formant une sorte de *sfat de obște*, sont invités à donner un avis législatif. C'étaient des boyards indigènes qui s'opposaient aux progrès — pour eux inquiétants — du byzantinisme juridique. Ils vont le combattre en donnant le pas à cou-

déjà publiée en 1966, et qui se rapportait à la *trimoiria*. En voici une autre, peut-être moldave, toujours du début du XIX<sup>e</sup> siècle : elle n'est pas signée, écrite à la main sur un bout de papier semblable à celui que l'on utilisait pour la première version d'un *zapis* courant. Elle débute par la référence du texte : « Constantin Armenopulu, carte 10, titlu 12, fila 83 » (= Heimb. I 12, 32), texte déjà utilisé en Moldavie dans les procès des Feștitești (1765). Après la citation, suit l'interprétation par rapport au procès envisagé. Une seconde citation, sans référence précise, se borne à rapporter les textes cités à la décision des *Sfintele pravile*, mais il s'agit au fait des §§ 18, 18<sup>b</sup> et 19 de l'éd. Heimb. IV 11, relatifs à la prescription du droit de la femme à se faire restituer la dot, à l'inaliénabilité et à la mise en gage des biens dotaux même avec le consentement de la femme (sauf confirmation après un délai de deux ans).

L'utilité que l'Hex. présentait à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour les praticiens du droit et pour les juristes cultivés, résulte aussi du fait que sur la facture du 10 juillet 1795 que Solirachis Hagi-Georges envoie de Constantinople à Grigorașcu Anton Avramios (commerçant de Jassy), via Galați, figure un « Ἀρμενοπούλου » au prix de 3,30 groschen (B Acad. doc. gr. 1358/25, v. Mihaï Caratașu, *La Bibliothèque d'un grand négociant du XVIII<sup>e</sup> siècle : Grégoire Antoine Avramios*, à paraître dans les *Actes du Colloque sur les Phanariotes*, Thessaloniki, oct. 1970, et la version roumaine, in *Studii și cercetări de bibliologie* (1970). Dans la bibliothèque d'Avramios figurait aussi un Νομικὸν Δόνιτζ (doc. gr. 1358/137).

<sup>41</sup> V. la note précédente.

<sup>42</sup> V. Cronț, 832 ; notre *Preemfiunea*, 142—143.

tume sur la *pravila*, sans aucune motivation. Ils font triompher, sur un point déterminé, une coutume multiséculaire, mais rétrograde et nuisible par son imprécision. Ce coup de barre en faveur de la coutume ne mettait cependant pas en cause le principe de la réception du droit impérial (*pravila*), lequel continuait d'être valable en tant que tel.

Cette attitude restrictive des boyards indigènes coïncidera et coexistera avec un essor de la réception hexabiblique, telle qu'elle se rattache au nom de Michel Fotino et à ses projets de codification en Valachie. En 1765 et 1766, ce grand juriste d'origine grecque<sup>43</sup> (île de Chios) rédigea ses deux projets de code du pays, comme un premier essai de synthèse des systèmes de droit en vigueur (et où le droit byzantin dominait encore nettement). Ces projets n'aboutirent pas. Dans le manuel de 1765, aucune référence marginale d'origine ne renvoie, dans les livres I<sup>er</sup> et III<sup>e</sup> (les seuls qui se soient conservés) à l'Hex. Mais dans le second livre perdu, on peut supposer que le titre sur la protimésis avait la même teneur et origine que celui qui, dans le Manuel complet de 1766, venait de H.<sup>44</sup>

Ce dernier Manuel étend la matière du projet de 1765 et s'est conservé dans une douzaine de copies qui se répartissent ainsi : a) mss. de la famille A<sup>45</sup> ne contenant aucun renvoi à l'Hex., sauf les 9 §§ du titre 41 (liv. II) sur la protimésis, dont la source (III, 3) est nettement indiquée ; b) mss. de la famille B qui en dehors de ce titre qui y porte la même mention, contiennent un § 25 additionnel au titre 38 (liv. I<sup>er</sup>), Περὶ ῥήγνουμένης διαθήκης καὶ μέψεως αὐτῆς<sup>46</sup>, paragraphe absent des mss. de la fam. A, et dont la référence marginale renvoie à Ἀρμενοπούλου, βιβλ. εὐν, τίτλ. ζος ; c) mss. tant de la fam. A que de la fam. B contenant un nombre variable de titres tirés du *Nomos geōrgikos*<sup>47</sup>, dans la version H. (transposés en grec populaire ou copiés en grec byzantin), pour lesquels Fotino renvoie au livre correspondant de Justinien, car pour lui la loi agraire est une loi de Justinien le Grand, et l'édition utilisée ne présente pas pour lui d'intérêt particulier.

Indépendamment de cet état de fait, l'auteur de l'article cité<sup>48</sup> affirme que Fotino a puisé dans l'Hex. la substance de 137 paragraphes du Manuel de 1766 (édité par P. J. Zépos en 1959), textes se rapportant au « développement de l'économie monétaire ». Une note nous

<sup>43</sup> V. notre étude *L'œuvre juridique de Michel Fotino*, in RESEE 5 (1967), et *Législ. agr.*, introduction.

<sup>44</sup> V. notre *Proemîunea*, 185.

<sup>45</sup> Sur les familles des mss., v. ci-dessous n. 51.

<sup>46</sup> Ms. gr. 122 f. 54<sup>r</sup> ; ms. gr. 378 f. 93<sup>r</sup> : 25 Εἰς πέντε χρόνους ῥήγνυται ἡ κατηγορία τῆς διαθήκης, καὶ μετροῦνται οἱ χρόνοι ἀπὸ τὸν καιρὸν ὅπου ἔμβη ὁ κληρονόμος εἰς τὴν κληρονομίαν, καὶ ἔχει ἀπὸ τὸν καιρὸν ὅπου ἀπέθανεν ἐκεῖνος, ὅπου ἔκαμε τὴν διαθήκην (= éd. Heimb. V. 6, 5) = ms. gr. 987 f. 46<sup>r</sup> ; 1434 f. 33<sup>r</sup> (ἐκ τῶν τοῦ Ἀρμενοπούλου, βιβλ. εὐν, τίτλ. στος).

<sup>47</sup> V. éd. Zépos II, 44 ; 86 ; 87 ; \* 89 ; 90 ; \* 91 ; 92 ; 93 (\* = fam. B) ; outre ces huit titres, le ms. Suppl. gr. 1323 de la BN Paris, p. 406, contient au II 24 de l'éd. Zépos (p. 172 : Περὶ νέων οἰκοδομῶν §§ 1-5) 4 §§ (6-9) correspondant à Heimb. X 1-4. Comme me l'a fait remarquer Mlle Em. Popesco, les références aux sources de ces titres agraires dans le Manuel de 1766 comparativement à celle du Manuel de 1777, sont les suivantes :

<i>Manuel de 1766</i> (éd. Zépos)	<i>Manuel de 1777</i> (ms. gr 1195)
II 24, 6-10 (ms. Suppl. gr. 1323 Paris)	Βιβλ. ιγ'
II 44, 1-4 : 'Ιουστ. βιβλ. α'	Βιβλ. ιδ'
II 86, 1-10 ; <'Ιουστ. >βιβλ. α'	Βιβλ. α' (+ γ')
— — — 11 : sans référence = Heimb. I 25 = Ashb. § 14	Βιβλ. γ'
II 87, 1-10 ; 'Ιουστ. βιβλ. β' = Heimb. II 1-4 ; 6-7	Βιβλ. δ'
II 89, 1-5 : sans référence (mss. gr. 122 ; 378 ; 987) = Heimb. VI 1-5	Βιβλ. η'
II 90, 1-7 : 'Ιουστ. βιβλ. γ' = Heimb. III 1-7	Βιβλ. ε'
II 91, 1-5 sans référence (mss. gr. 122 ; 378 ; 987) = Heimb. VII 1-5	Βιβλ. θ'
II 92, 1-4 : βιβλ. δ' 'Ιουστ. = Heimb. IV 1 ; 3-6 ; V 3	Βιβλ. ζ'
II 93, 1-3 : βιβλ. 60 = Heimb. VIII 2-4	
— — — 4 : sans référence = Heimb. VIII 5	

<sup>48</sup> Cront, 833

Βιβλ. α'

explique la méthode qui l'a conduit à cette affirmation : « Pour les textes d'H. utilisés par Michel Fotino nous citons l'index de la remarquable édition de P.J. Zépos, etc. ». Or, il convient de consulter aussi l'apparat critique dressé par l'éminent byzantinologue athénien et les conclusions de son étude introductive. Pour environ 2/3 des 137 paragraphes en question, le P<sup>r</sup> Zépos indique comme source, en accord avec Fotino, d'abord les Basiliques. C'est de toute évidence, la source de base. Mais il estime que le texte se rattache aussi partiellement à la même disposition, telle que l'Hex. l'a recueilli. Dans un tiers des cas, l'apparat critique renvoie d'abord à l'Hex. et en second lieu aux *Bas.*, uniquement citées par Fotino. Ici, l'analyse de l'éditeur suggère l'idée que Fotino a suivi, en fait, plutôt l'Hex., mais que pour des raisons compréhensibles il s'en est tenu à la référence générale, en ne mentionnant que les *Bas.* En effet, dans son étude introductive, le P<sup>r</sup> Zépos<sup>49</sup> précisait que l'utilisation du manuel d'H. par Fotino résulte soit — exceptionnellement — d'une référence expresse, soit d'une rédaction concordante avec le modèle basilicair de telle disposition figurant dans l'Hex.

D'où un problème dont on aurait dû tenir compte. La masse des textes que Fotino a empruntés aux *Bas.* et qui ont un équivalent dans l'Hex. dépasse considérablement le nombre de 137. Celui-ci ne reflète que les ressemblances frappantes, et ne peut être utilisé sans discrimination.

Donc, l'emploi de l'Hex. par Fotino en 1765—1766 est une certitude. Quant à établir son étendue exacte, selon qu'il s'agit d'une réception directe et principale, ou indirecte et accessoire à celle des *Bas.* consultées conjointement, mais citées avec exclusivité, ou encore d'une réception implicite, par le truchement des *Bas.*, parfois sans consultation directe de l'Hex., une telle recherche exigerait un travail considérable<sup>50</sup> et peut-être peu rémunérateur.

<sup>49</sup> *Op. cit.*, 19—20.

<sup>50</sup> En voici un exemple à propos de deux textes de Fotino, pour lesquels l'Index de l'éd. Zépos renvoie aux *Nov. Iust.* VII 9 et à H. (éd. Heimb., 38 et 36) :

a) Fotino : I, 4, 19 ('Ιουστ. νεαρ. ζ'). Τὰ κοινῶς καὶ κατ' εἶδος καὶ διὰ τὴν ὠφέλειαν ὄλων νενομοθετημένα πρέπει περισσότερον νὰ ἔχωσι τὸ κύρος, παρὰ ἐκεῖνο ὅπου γίνεται εἰς διαφθοράν τῶν νόμων μὲ κακὸν σκοπὸν τινῶν.

*Nov. Iust.* VII 9 in fine : Δεῖ γὰρ τὰ κοινῇ καὶ ἐν γένει καὶ ἐπὶ τῇ πάντων ὠφελείᾳ νενομοθετημένα μᾶλλον κρατεῖν ἢ τὰ κατὰ τινων σπουδῇ ἐπὶ παραφθορᾷ τῶν κοινῶν γενόμενα νόμων.

Harm. 1, 1, 38 (renvoi de Zépos) : "Ὅτι τὰ κοινὰ καὶ ἐν γένει καὶ ἐπὶ τῇ πάντων ὠφελείᾳ νενομοθετημένα μᾶλλον κρατεῖν χρῆ, ἢ τὰ ἐκ τινων σπουδῆς ἐπὶ παραφθορᾷ τῶν κοινῶν γενομένα νόμων.

*Bas.* 2. 5. 19 (renvoi de Zépos) : Ἀργεῖτω πᾶσα οἰαδῆποτε πρὸς τῶν τυχόντα δικαστὴν ἀντιγραφῇ, γενικῶ ἑναντιουμένη νόμῳ, ἢ τὸν δημόσιον καταβλάπτουσα.

*Nov. Iust.* CXIII 1 pr. (a. 541) : ἀλλὰ κατὰ τοὺς γενικοὺς ἡμῶν νόμους τὰς δίκας ἐξετάζεσθαι τε καὶ τέμνεσθαι· τὸ γὰρ ἐπὶ τῇ τῶν νόμων κρινόμενον ἐξουσίᾳ οὐκ ἂν δευθεῖται τινὸς ἔξωθεν διατυπώσεως.

CI 1, 22, 6 (a. 491?) : *Omnes ... iudices monemus, ut nullum rescriptum, nullam pragmaticam sanctionem, nullam sacram adnotationem, quae generali iuri uel utilitati publicae aduersa esse uideatur, in disputatione cuiuslibet litigii patiantur proferri, sed generales sacras constitutiones modis omnibus non dubitent obseruandas.*

b) Fotino I 4, 20 (ἐκ τοῦ αὐτοῦ). "Ὅταν εὐρεθῶσι πολλοὶ νόμοι σύμφωνοι εἰς μίαν ὑπόθεσιν, καὶ εὐρεθῇ ἄλλος νόμος ὅπου νὰ ἐναντιῇται εἰς τοὺς πολλοὺς, τότε νὰ καταλιμπάνηται ὁ νόμος ἐκεῖνος· ὁ ἐναντίος τῶν πολλῶν.

*Nov. Iust.* : deest.

*Bas.* : deest.

Harm. 1.1. 36 (seul renvoi de Zépos) : Παρήγγειλεν ὁ Μάγιστρος οὕτω προσέχειν, ὥτε διάφοροι νόμοι περὶ τοῦ αὐτοῦ λέγουσι πράγματος καὶ τυποῦσι, μὴ, εἴπερ ἑτερόν τι ἐν νόμιμον εὐρεθῇ ἴσως ἐναντιομηνάς, αὐτῶ μόνῳ προσέχειν ἀλλὰ κατὰ τὴν τῶν πολλῶν νομίμων ἔννοιαν ἐρμηνεύειν καὶ τὴν τοῦ ενός.

D. 1, 3, 28 (Paulus, 1.5 ad. 1 *Iul. et Pap.*) : *Sed et posteriores leges ad priores pertinent, utsi contrariae sint, idque multis argumentis probatur.*

Ajoutons que lorsqu'il s'agit du *Nomos geōrgikos*, Justinien, comme source, passe avant H. Quant aux additions conservées dans les mss. de la famille B, sans indication de source ou avec indication d'une autre source que l'Hex., il faudra attendre que l'étude des mss. en question, et surtout celle du ms. Suppl. gr. 1323 (BNP), aboutissent à des résultats sûrs.

Pour être complet, signalons que le ms. gr. 122<sup>51</sup> (B. Acad.) de la fam. B se singularise par la présence de quelques textes introductifs, tirés de l'Hex. ou mettant en cause la personnalité d'H.

Les 18 premiers folios de ce codex contiennent des textes, la plupart en grec populaire communs à plusieurs ou à tous les autres mss. connus, alternant avec des textes uniques (\*) :

1. Titre dédié à Sc. Ghica (f. 1<sup>r</sup>) = ms. gr. 131 f. 1 ; dans les autres mss. (896 et 1196 B Acad., 1697 ASI, VI 6 BUI et 1323 Paris), le titre se termine par une dédicace à la collectivité, avec élimination du nom du prince (v. *Législ. agr.* 12 n. 14 et RESEE 8 (1970) 332 n. 8).

2. Projet de chrysobulle de confirmation par Sc. Ghica (ff. 2<sup>r-v</sup>) = ms. gr. 378 pp. 9–10.

3. Préface et dédicace de Fotino (ff. 3<sup>r-v</sup>) = ms. 378 pp. 11–12.

\* 4. Exposé historique : Πόθεν ἔλαβον τὴν ἀρχὴν οἱ πολιτικοὶ νόμοι (f. 4<sup>r-v</sup>), en grec byzantin avec références au IGR (1596).

5. Πίναξ (ff. 5<sup>r-9<sup>r</sup></sup>).

6. Préface de Blastarès : Περὶ τῶν πολιτικῶν νόμων πόθεν εἶχον τὴν ἀρχὴν, καὶ ὅπως συνέστησαν (ff. 10<sup>r-v</sup>) = ms. gr. 378 pp. 13–14.

7. Περὶ ὀρθοδόξου πίστεως (ff. 11–12<sup>v</sup>) = ms. gr. 378 pp. 15–18.

8. Pages libres (ff. 13–15).

\* 9. Ἐκ τῆς Ἐξαβίβλου τοῦ Προχείρου τῶν νομικῶν τοῦ σοφωτάτου κυρίου Κωνσταντίνου Ἀρμενοπούλου κριτοῦ τῆς Θεσσαλονίκης. Παράγγελμα τοῖς οὖσι καὶ μέλλουσι εἶναι κριταῖς (ff. 16<sup>r</sup>–17<sup>r</sup>).

\* 10. Κατάκρισις ἐκτεθεῖσα εἰς τοὺς κριτάς, παρὰ Λέοντος καὶ Ἀλεξάνδρου, τῶν εὐσεβῶν βασιλέων (f. 18<sup>r</sup>) = mss. gr. 378<sup>52</sup> p. 19 et 987 f. 8<sup>r</sup> ; absent des autres mss. de la fam. A, du cod. gr. par. 1323 et du ms. gr. 1434.

11. Περὶ δικαιοσύνης etc. (f. 18<sup>r</sup> sqq.) = ms. gr. 378 p. 19 sqq.

Dans cette énumération, ce sont les n<sup>os</sup> 4, 9 et 10 qui nous intéressent ici.

Le texte n<sup>o</sup> 4 donne, sous une rubrique blastarésienne, une histoire modernisée du droit, puisqu'elle est conduite, à travers Léon VI (avec référence à σελ. 77 τῆς Γιοῦρις), Photios et Michel Attaleiatès (avec réf. à τοῦ Γιοῦρις Γράλκορωμ.) et Constantin Porphyro-

<sup>51</sup> Décrit par C. Litzica, *Catalogul* (1909), 138–139, n<sup>o</sup> 275, reproduit chez I. Peretz, *Curs de ist. dr. rom.*, II 2 (1928), 361–362, sans indication des textes n<sup>os</sup> 4, 9 et 10, mais en attirant l'attention que le texte qui commence à la p. 10 présente des différences d'avec celui des mss. gr. 20–21 (= Manuel 1765, qu'à l'époque on ne distinguait pas de celui de 1766 contenu dans les mss. gr. 122 et 378, tous les deux de la famille B). Sur le problème des familles des mss. (fam. A ; fam. B (avec le ms. gr. 1434) ; ms. gr. V 42 Jassy ; cod. gr. par. 1323), v. nos études dans *Revista Arhivelor* 9 (1966), 99–100 et RESEE 8 (1970), 336. Sur le verso du dernier feuillet blanc du ms. gr. 378 deux de ses lecteurs ont noté : « *am citit si eu pă pravila accasta, 1811 dekebr.* » et « *1811 dekb. 4 \** » (« j'ai lu moi aussi ce code, 1811 déc. » et « déc. 4 »).

<sup>52</sup> *Condemnatio adversus iudices proposita a Leone et Alexandro piissimis imperatoribus*. Ni C. Litzica (*ib.* 140–142 n<sup>o</sup> 277) ni Peretz ne signale ce texte. L'anathème que l'Etat y utilise pour effrayer le juge violateur des lois et pour le maintenir dans le droit chemin, prouve que les sanctions séculières, édictées au préalable, étaient inefficaces, d'où le triomphe du mysticisme religieux et un recul par rapport à la ligne laïque et rationnelle du droit romain.

généte, jusqu'à C. Harménopule. En marge sont expliqués les termes techniques de νόμος<sup>53</sup>, Δίγιστα, Κώδιξ, Ἰνστιτούτα, νεαρά, κοιαιστώρ, προκουράτωρ<sup>54</sup>. Le texte débute par l'évolution depuis Appius Claudius et les décemvirs pour se terminer avec un passage où il est question justement de C. Harménopule : Καὶ ὁ σοφὸς Κωνσταντῖνος Ἀρμενόπουλος καὶ κριτὴς τῆς Θεσσαλονίκης, εἰς ἑξ βιβλία συντεμῶν αὐτοῦς, ἥτις καὶ ἐξάβιβλος καλεῖται. Ἐκ τούτων δὲ τῶν τριῶν μᾶλλον ἐγκρίνεται ἡ τοῦ Φωτίου σύνοψις ὡς ἀκριβεστέρα· ἔκαμεν δὲ καὶ ὁ Λέων, καὶ Κωνσταντῖνος ὁ υἱὸς του, ἐκλογὴν συντομωτέραν εἰς τοὺς νόμους τοῦ Ἰουστινιανοῦ, καὶ ἐπιδιόρθωσιν εἰς τὸ φιλανθρωπότερον· ἥτις περιέχεται εἰς τίτλους ογ'· καὶ εὕρεσκαται εἰς τὸ β' βιβλίον τοῦ Γιοῦρ. Γραϊκόρ. σελ. 79.

Nous avons affaire à une libre transposition en langue populaire du προοίμιον qui, dans le IGR de Leunclavius (II 1) ouvre le Ποίημα νομικόν (*Opus de iure* ou *Synopsis*) de Michel Attaleiatès<sup>55</sup>. On y a ajouté : Constantin Porphyrogénète, M. Attaleiatès, M. Blastarès, Photios, C. Harménopule et une référence à l'Eclogue du I Gr. R (en réalité l'Epanagoge).

Mais qui est l'auteur de cette élaboration, et comment expliquer sa présence dans le seul codex 122 ? A première vue, on est tenté de tirer de cette singularité et de la date tardive (1797) à laquelle le codex fut copié, des conclusions extrêmes : ce serait le modèle d'une addition savante, à l'une des versions originales du texte de Fotino, due à un juriste cultivé de l'époque, peut-être même le copiste<sup>56</sup>, si sa personnalité que nous ne connaissons pas concordait avec un pareil exploit. L'addition aurait été introduite dans le codex lors de sa confection, mais on ne doit pas exclure l'idée d'un modèle la contenant et qui se serait perdu. Pour notre part, nous préférons nous rappeler les patientes réélaborations que de

<sup>53</sup> Νόμος ἐστὶ, κατὰ τὸν Βαρῖνον, βασιλικὸν πρόσταγμα. ἡ διάταξις διορθωτικὴ παντὸς ἐκουσίου καὶ ἀκουσίου πλημμελήματος, ἡ λόγος προστάσεων ἃ δεῖ, καὶ ἀπαγορεύων ἃ μὴ δεῖ. Καλοῦνται δὲ οἱ πολιτικοὶ νόμοι, τύποι πραγματικοί, καὶ θεῖα γράμματα (f. 4<sup>r</sup>).

<sup>54</sup> Προκουράτωρ, ἥτοι ἐντολεὺς, εἶναι ὁ λεγόμενος βελίκης (f. 4<sup>v</sup>).

<sup>55</sup> Mss gr. 122 f. 4<sup>r</sup>

Τὸν παλαιὸν καιρόν, οὐτε οἱ βασιλεῖς εἶχον κατὰστασιν, οὐτε οἱ νόμοι αὐτῶν εἶχον εὐτάξιαν τινά. Πρῶτος δὲ ὁ Ἀππίος Κλαύδιος, μετ' ἄλλους δέκα ἄνδρας ὁμοῦ,...

Prooimion (IGR II 1 al. 2—3)

Ἐπὶ τῶν ἀνωτάτων χρόνων, ὅτε ταῖς ὑψηλαῖς ὑπατεῖαις τὸ τῶν Ῥωμαίων ὑπὴρχον διέθύνετο...

Ὑστερον δὲ ἐκλεγέντες δέκα ἄνδρες, ὧν ὑπῆρχεν Ἀππίος Κλαύδιος...

Dans la célèbre préface de son Manuel (Jassy 1814), A. Donici adaptera lui aussi ce *prooimion* pour la partie historique de son texte, mais avec une démarche personnelle et avec un appoint d'érudition puisée à d'autres sources, que l'on chercherait vainement chez Fotino. Il convient de noter également que le métropolitain Etienne (1652) suit la préface de Blastarès. Fotino passe de Blastarès (Manuels de 1765 et 1766) au προοίμιον d'Attaleiatès (ms. gr. 122 qui contient aussi la préface traditionnelle). Enfin, Donici part du texte d'Attaleiatès pour aboutir à une œuvre en quelque sorte personnelle, se rattachant aux orientations jussnaturalistes et « illuministes » de l'époque.

<sup>56</sup> V. f. 1<sup>r</sup> : Ἀντεγράφῃ δὲ παρὰ Γεωργίου Ῥ<α>στῆ??> μεδελνιτζάρου, ἀψῆζον ἔτη. Sur le même folio, une autre main a copié d'une encre plus pâle la strophe suivante :

Τὸ τῆς δίκης πῦρ ἐννοῶν πρὸ τῆς δίκης,  
λόγοις δικαστὰ μὴ προληφθῆς τὴν φρένα.  
Πῦρ γὰρ πέφυκεν τῶν νόμων ἡ λαμπρότης,  
τοὺς τὴν δίκην κλέπτοντας ἐνδίκως φλέγον.  
Φρικτὸν τὸ κρίνειν, καὶ δίκας διαλύειν,  
δώρων γὰρ ἀπέχσθαι θεὸς κελεύει.

Sur une autre rencontre de l'œuvre de Fotino avec la versification, cette fois-ci roumaine, en la personne de Zilot Românul (ms. gr. 378 et C. Litzica, l. c., v. notre article paru dans *Studii* 14 (1961), 1509, n. 1). Litzica a sauté le nom de famille du copiste du ms. 122.

1765 à 1777 Fotino fit subir à son œuvre<sup>57</sup>. Qui plus que lui aurait pu enrichir son œuvre d'un texte savant, puisé à un ouvrage qui lui était familier, car avant novembre 1777, il y avait pris le texte du *Nomos geōrgikos* qui se retrouve dans son Manuel de cette année-là (livre III)? La juxtaposition du grec byzantin et du grec populaire (selon le stade de l'élaboration du texte) c'est encore une caractéristique de la méthode de travail de Fotino. Cette attribution, si elle peut être retenue, conduirait à des conclusions importantes en ce qui concerne la chronologie des familles des manuscrits. Comme les textes singuliers du codex 122 n'apparaissent pas dans le cod. 1323 de Paris, dans lequel l'unification de la I<sup>re</sup> et de la II<sup>e</sup> édition du Manuel n'avait pas encore eu lieu, il s'ensuit que celle-ci est assez tardive et qu'un exemplaire de la version unifiée a continué à servir à Fotino pour des remaniements et additions. De ce travail seraient sortis, d'abord, le prototype de la famille B et, sur un spécimen de celle-ci, les additions du cod. 122. Cette explication présente l'inconvénient de doter le Manuel de deux préfaces historiques (celle de Blastarès et celle d'Attaleiatès) qui font en partie double emploi. Mais à la date où Fotino y procédait, il ne s'agissait plus d'un projet de code officiel, mais d'une œuvre privée, dont il se réservait peut-être d'arrêter plus tard la forme définitive, si un tel souci se présentait réellement à son esprit.

Le texte n° 9 n'est que la *Κριτῶν προκατάστασις, ἥ περὶ δικαιοσύνης* de l'Hex.<sup>58</sup>, dont il reproduit avec fidélité la teneur, en grec byzantin : *inc.* : Ὁ κρίνειν λαχῶν, καὶ κριτῆς εἶναι καὶ ὀνομάζεσθαι [...]; *fin.* : οἶμαι [δ'] <δὲ> ὅτι καὶ πρὸς Θεοῦ παντοκράτορος, ἀμεμπτος <εἶη> καὶ ἀνεπίληπτος [εἶη].

L'éd. Spanos n'a pas été utilisée (ἐκεῖνος ὅπου ἔλαχε νὰ κρίνῃ τὸν λαὸν τοῦ Θεοῦ, [...]) καὶ ἐπαινέθῃ, καὶ θάλει εἶναι ἀνεπίληπτος καὶ ἀκατηγόρητος).

Le n° 10 vient encore de l'Hex. Le début a subi un essai de transposition en grec populaire (sans recours à l'éd. Spanos) ou a été légèrement modifié<sup>59</sup>. A partir du milieu (<καὶ τὰς οὐρανίους [...] ἀπειργάσατο), le texte byzantin n'a plus subi de transposition.

Le fait que ce texte se trouve également dans le ms. gr. 378, nous oblige d'admettre que dans une première étape Fotino l'a ajouté à son texte unifié sur deux exemplaires différents, dont l'un a servi de modèle à la copie de Zilot (ms. 378), et l'autre a continué d'être enrichi d'autres textes (n° 4 et 9, ci-dessus), avant de servir comme modèle au *medelnicer* Gheorghe R. Autrement, il est difficile d'admettre que Zilot, devant un modèle complet, aurait retenu un seul des trois textes en question (le n° 10). Il est vrai que Zilot a omis de sa copie, le πίναξ du Manuel, mais comme la table pouvait être placée à la fin, cette omission apparente n'a pas une valeur exemplaire.

En 1768, la réception de l'Hexabible connaît une importante étape officielle que nous avons déjà présentée dans une étude précédente, à laquelle nous renvoyons pour plus ample

<sup>57</sup> V. notre étude *Un manuscrit parisien du Nomikon Procheiron (Bucarest 1766) de Michel Fotino (Phōleinopoulos)*, in *RESIEF* 8 (1970) 329–364.

<sup>58</sup> *Iudicium praeparatio, siue de iustitia*; éd. Spanos 1744 : Προθεωρία καὶ εἰσαγγήσις τῶν κριτῶν. [ ] = ms. 122; < > = éd. Heimb.

<sup>59</sup> *Ms. gr. 122*

Νομίζωμεν ὅτι κανένας ἀπὸ τοὺς κριτὰς δὲν θέλει [...]  
Εἴροισι ὁ τοιοῦτος τὸν Θεὸν μαχόμενον, [...]  
[...] ἀνθ' ὧν τὴν τῶν νόμων ἐλευθερίαν, δοῦλῃν παραπεποιημένον κρίσειον ἀπειργάσατο.

*Ed. Heimb.*

Οἶμαι δὲ τῶν κρίνειν λαχόντων [...]  
Εἴροισι Θεὸν μαχόμενον οὔτος, [...]

*Ed. Spanos (1744, c4)*

Ἐγὼ λογιάζω, ὅτι ὅσοι ἔτυχε νὰ γίνουν κριταὶ [...]  
νὰ εἴρῃ τὸν Θεὸν ἀντίμαχον ἐτοῦτος, [...]  
[...] ἐπειδὴ καὶ τὴν ἐλευθερίαν τῶν νόμων μὲ τὰς παρανόμους αὐτοῦ κρίσεις, τὴν ἔκαμε δοῦλῃν.

informé. Il s'agit d'un grand chrysobulle du 12 mai 1768 d'Alexandre Scarlat Ghica<sup>60</sup>, le fils du prince auquel venait d'être dédié le projet de code contenu dans le Manuel de Michel Fotino de 1766. Un conflit au sujet du rétrécissement d'une rue et de la pollution du quartier par l'établissement d'une entreprise de produits alimentaires avait mis aux prises un membre de la famille du prince (le spathaire D. Ghica) et le boyard entreprenant (Thomas Cretzulesco). Le pouvoir princier entendit imposer son contrôle dans de telles affaires d'urbanisme et chercha « la réponse » dans les lois divines (*dumnezeiește pravile*), en fait dans les Basiliques (avec référence expresse) et dans une source byzantine qui n'est autre que l'Hex. (liv. 2, titre 4), tant dans sa partie empruntée aux Bas. (§§ 1–11), que dans celle qu'H. a intitulée Τὰ ἐπαρχικά (§§ 12 et suiv.) dont la plupart vient du Traité d'architecture de Julien d'Ascalon (originaire de Palestine, ayant vécu au VI<sup>e</sup> siècle). Ce traité avait été incorporé au *Livre de l'Eparque*<sup>61</sup> qui semble dater du règne de Léon VI, établissant une réglementation urbaine du commerce et des métiers. Le chrysobulle, outre une réception générale du titre 4 (liv. 2), contient des dispositions correspondant aux §§ 13, 18, 45 (Bas. 58, II, 10), 46 (Const. de Zénon CI 8, 10, 12), 48, 51.

La partie introductive du chrysobulle, par sa forme et son contenu byzantin, dénote la contribution de Fotino à la rédaction de ce document. La solution adoptée — réception massive des Bas. et de l'Hex. — concorde fort bien avec la tendance générale de ses projets législatifs. L'appel que le fils de Scarlat aurait fait à sa compétence juridique n'a rien que de trop naturel. Enfin, on ne peut ignorer le fait que les préoccupations de réglementation urbaine modernisatrice, mises au jour par le chrysobulle de 1768, se retrouvent amplifiées et approfondies dans le projet de code que Fotino rédigea pour Alex. Ypsilanti avant le 11 nov. 1777, et dont il sera question ci-après.

En 1775, le grand chrysobulle bilingue sur la protimésis d'Alex. Ypsilanti<sup>62</sup>, utilisait de toute évidence certains textes de l'Hex. liv. 3, titre 3, à partir du § 103 jusqu'au 121. Les délais de 30 jours et de 4 mois, bien connus chez H., se retrouvent dans le chrysobulle mais non pas celui de 10 ans, rejeté par les boyards en 1763.

Dès 1775, Al. Ypsilanti avait annoncé l'imminente apparition d'un code établissant une sorte de synthèse du *ius receptum* byzantin (*pravilele*), de la coutume approuvée par le divan et du droit princier<sup>63</sup>. Ce code ne fut pas sanctionné et publié, mais nous estimons qu'à l'état de projet repoussé par le prince et peut-être aussi par une partie des boyards, se retrouve dans le soi-disant Manuel de lois de Michel Fotino (ms. gr. 1195 de la B Acad.), dont la préface porte la date du 11 novembre 1777. L'ayant présenté et analysé à maintes reprises<sup>64</sup>, nous nous limitons à indiquer ici la place qu'y occupe la réception de l'Hex.

— Livre I<sup>er</sup> (Περὶ Ἡγεμόνων, καὶ τῶν περὶ αὐτοῦ ἀρχόντων καὶ ὀφφικιαλίων, ff. 1<sup>r</sup>–21<sup>r</sup>) et II (Νόμοι περὶ δημοσίου, ἤτοι βιστιαρίας. Ἐκ τῶν Βασιλικῶν, ff. 22<sup>r</sup>–33<sup>r</sup>), c'est-à-dire un code de droit « constitutionnel », administratif et fiscal.

<sup>60</sup> G. Potra, *Doc. priv. ist. orașului București*. Bucarest (1961), 475–478 n° 385 (et n° 384 : 1<sup>er</sup> mai 1768); v. notre étude : *Cleoa contribuției* (ci-dessus, n. 23), 60–66.

<sup>61</sup> V. les études de M. Ia. Sjužumov sur le livre de l'Eparque et sur le Traité de Julien d'Ascalon, publiés dans *Vizantijskij Vremennik* 4 (1951), 11–41 et dans *Uč. zap. Ural'skogo gos. Univ.*, 1/1960 (cf. *Byzantinoslavica*, 1961, 350); cf. à présent la monumentale édition anglaise de l'Ἐπαρχικὸν βιβλίον — *The Book of the Eparch — Le livre du Préfet*. Londres-Genève, Reprints variorum (1970), où les œuvres de Jules Nicole et E. H. Freshfield sont réimprimées avec une préface du Pr. Ivan Dujčev. La réception roumaine du monument byzantin n'y est pas enregistrée.

<sup>62</sup> V. notre *Preemțiunea*, 187.

<sup>63</sup> *Pravilniceasca condică*, éd. critique. Bucarest (1957), 186.

<sup>64</sup> *Preemțiunea*, 188; *L'œuvre jur. de M. Fotino* cit., 119–166; *Législ. agr.*, 15–18.



On n'y trouve pas de référence directe à H., et fort peu de textes basilicaire utilisés par Fotino figurent également dans l'Hex. Les références marginales renvoient uniquement à l'édition Fabrot (avec le chiffre de la page), dont Fotino a fidèlement copié le texte, sans le transposer, sauf exception, en grec populaire.

— Livre III de droit agraire (Νόμοι γεωργικοί ἐκ τῶν Βασιλικῶν καὶ ἐκ τῶν γεωργικῶν τοῦ μεγάλου Ἰουστινιανοῦ) ff. 34<sup>r</sup>–42<sup>v</sup>, résulte d'une réception de textes agraires venant des Bas.<sup>65</sup>, des Nov. de Justinien<sup>66</sup> et des empereurs du X<sup>e</sup> et du XI<sup>e</sup> siècle, ainsi que de la réception presque intégrale du *Nomos geōrgikos* dans la version d'H., imprimée dans le IGR de Leunclavius. L'Hex. a certainement été utilisé pour certains textes concernant la prolimésis<sup>67</sup>.

— Livre IV codifiant la coutume locale (Συνήθειαι τοπικαὶ τοῦ Πριγκιπάτου τῆς Οὐγγροβλαχίας καὶ τινες νόμοι βασιλικοὶ αἱ τινες συνήθειαι διενεργοῦνται ὡς νόμοι διὰ παλαιότητα ff. 44<sup>r</sup>–55<sup>v</sup>)<sup>68</sup> : Fotino y utilise des nouvelles de Léon VI et des empereurs du X<sup>e</sup> siècle, et renvoie pour la comparaison à des principes de droit byzantin qui existaient sous une forme résumée dans l'Hex., mais H. n'y est jamais cité expressément. Dix des 16 titres de ce coutumier, allégé des titres byzantins directement « reçus » (une nov. de Léon VI, la 1<sup>re</sup> et la 11<sup>e</sup> nouvelle de Constantin Porphyrogénète, selon l'attribution de l'époque), ont été traduits en roumain. L'unique exemplaire qui s'est conservé de cette version, dans le « code de séance » d'un boyard-juge de Craiova, daté de 1817, porte le titre curieux de : *Din pravilile lui Armenopolu* (Extraits du code d'H.)<sup>69</sup>. Les renseignements fournis ci-dessus expliquent pourquoi un scribe ignorant a pu confondre un coutumier valaque avec l'Hex. Mais la confusion prouve en même temps à quel point H. était l'homme du jour et combien la réception de l'Hex. était une idée courante. Le titre de ce codex a pu induire en erreur Șt. Gr. Berechet qui, en 1930–1931<sup>70</sup>, se référant au ms. roum. 2012, le citait comme un témoignage de la présence d'H. dans la culture juridique roumaine, sans observer que ni le plan, ni le contenu du recueil n'avaient rien de commun avec l'Hex., et que, par-dessus le marché, le texte n'était que la version roumaine du Supplément juridique (παράρτημα) de l'Ἱστορία τῆς Βλαχίας, publiée à Vienne en 1806 par les frères Tounousli. Cette identité ne s'est imposée qu'en 1967, à un moment où l'apparition (en 1951) du ms. gr. 1195 avait permis depuis 1958/1959 d'établir l'identité du Supplément avec une partie de la version grecque du livre IV du Manuel de 1777<sup>71</sup>.

— Livre V de droit urbain (Περὶ καινοτομιῶν, καὶ νέων οἰκοδομῶν, ff. 57<sup>r</sup>–69<sup>v</sup>) qui contient dans ses deux premiers titres des extraits des Bas., des Nov. de Léon VI et de la célèbre constitution de Zénon, déjà citée<sup>72</sup>. Le titre < III > (ff. 63<sup>r</sup> – 69<sup>v</sup>),

<sup>65</sup> Bas. 55, 1, 1. 4. 18; 55, 5, 1; 55, 12, 1; 55, 14, 1; 12, 3, 1.

<sup>66</sup> Nov. Iust. XVII, 14; CLVII, 1; I, II, 1.

<sup>67</sup> *Législ. agr.*, introd. et 27–29; 123.

<sup>68</sup> *Législ. agr.*, 60; *L'œuvre juridique de Michel Fotino* cit., 129–130.

<sup>69</sup> V. *L'œuvre juridique* cit., 152.

<sup>70</sup> *Clevea chestiuni din istoria vechiului drept românesc*. Jassy, 1931 (extrait de « Întregiri » 1 (1930–1931); texte qui ne figure plus dans « Întregiri » 1 (1938) 13.

<sup>71</sup> V. sur ce problème, Al. Elian, in *Byzantinoslavica* 19 (1958), 223, n. 30; Val. Al. Georgescu, in *Studii și cercetări juridice* 4 (1959), 525, n. 15 et *Studii și materiale de istorie medie* 5 (1962), 305–309; cf. P. J. Zépos, éd. cit. (1959), 22, n. 1.

<sup>72</sup> < Titre 1<sup>er</sup> > βιβλίον τῶν Βασιλικῶν νηον, τίτλος ιος, περὶ καινοτομιῶν, < éd. Fabrot >, pp. 779–782 (21 §§).

< Titre II > τίτλ. ιαός, περὶ τῶν ἰδιωτικῶν οἰκημάτων, *ib.* pp. 783–787 (14 §§); τίτλος βος ἐκ τοῦ νηου τούτου βιβλίου τῶν Βασιλικῶν, *ib.* pp. 765–768 (§§ 15–25); τίτλος εος ἐκ τοῦ ν νηου τούτου βιβλίου, *ib.* pp. 772–777 (§§ 22–41); ἐκ τῆς νς νς νεαρᾶς Λέοντος τοῦ Σοφοῦ (§§ 42–46); Const. de Zénon (§§ 47–59); Ἐπαρχικά ἀπὸ τῶν τοῦ Ἀσκαλονίτου Ἰουλιανοῦ etc. (ff. 63<sup>r</sup>–69<sup>v</sup>); v. *Clevea contribufii* (ci-dessus, n. 23), 65–66.

sans référence expresse à H., est composé de 51 §§, 6 scolies et l'interprétation (ἐρμηνεία) venant du Traité de Julien d'Ascalon (v. ci-dessus). A deux mots près (suppression de ἡτοιξθων), la rubrique en est identique à celle de l'éd. Heimb., tout comme le texte qui n'a pas été transposé en grec populaire. Mais cette réception ne concerne pas le GIC.

— Livre VI de droit pénal (Περὶ ἐγκληματικῶν, ff. 72<sup>r</sup>—130<sup>v</sup>), contenant 69 titres divisés en 841 §§, tirés exclusivement du LX<sup>e</sup> livre des *Bas.*, dont l'essentiel se trouve résumé chez H. (VI, 1—15), mais les rubriques des titres ne correspondent qu'exceptionnellement. Les *loci paralleli*, fort nombreux, entre Fotino et H., seront signalés dans l'édition de ce projet de code pénal, qui paraîtra sous les auspices de l'Institut d'études sud-est-européennes.

— Livre VII (numéroté par erreur VIII) de justice militaire (Νόμοι στρατιωτικοί, ff. 132<sup>r</sup>—140<sup>r</sup>), ajoute aux célèbres *leges militares* (titre < 1<sup>er</sup> > 'Εκ τοῦ 'Ρούφου) qui dans les appendices de certains recueils accompagnent les *leges agrariae* et les *leges nauticae*, un nombre important de textes de droit militaire, venant des Basiliques (titres < II—V >) et des Nov. de Justinien, Constantin Porphyrogénète, Romain le Jeune et Nicéphore Phokas <sup>73</sup> (titre VI), la plupart de ces textes étant utilisés d'après la version imprimée dans le IGR de Leunclavius.

## V. RECUEILS PRIVÉS, OFFICIEUX ET OFFICIELS ÉLABORÉS À PARTIR DES BASILIQUES

A la même étape et au même style structural appartient la présence des textes hexabibliens dans des recueils de lois de caractère assez divers : synopses privées ou officieuses, en langue roumaine ou en grec populaire, mises en circulation pour les besoins de la pratique judiciaire ; code pénal d'Ypsilanti, etc. La plupart de ces recueils ont été élaborés <sup>74</sup> en Valachie, mais au moins l'un d'entre eux est moldave.

— *Synopse alphabétique des Basiliques* en langue roumaine de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle (ms. gr. 1405 de la B Acad., f. 29<sup>r</sup>), < § 518 > : « *Protimis cînd cinevași fiind vecin... pînă în patru luni să-și facă ptră. Armenopulo, 3,3* » (= Hex. éd. Heimb. III 3 < 106 et 111 > ; < § 519 > : « *Protimis cine are... în 30 de zile sau să dea prețul sau să lipsește de acel lucru (tij)* » (= ib. III 3, 105 et 111).

— *Code pénal* d'Al. Ypsilanti <sup>75</sup> (mss. rom. 1336, *Canoane dă englimatica*, 1783 ; 1405, sans titre ; 5826, *Pravila cu cuvinte de învâțătură*, 9 mars 1815, B Acad.) en langue roumaine, conservé en trois copies et contenant les dispositions suivantes, empruntées à l'Hex. :

a) < Titre 16 > « *Murind robul după vînzare* » (décès de l'esclave après la vente) < § 3 > « *la Armenopulon* » (chez H.), III 3 < 100 > (ff. 21<sup>r-v</sup> ; 41<sup>v</sup> ; 12<sup>r</sup>) ;

b) < Titre 19 > « *Preacurvia* » (prostitution) < § 4 > « *la Armenopulon VI 2* » < 24 > , (ff. 24<sup>v</sup> ; 42<sup>v</sup> ; 25<sup>r</sup>) ;

c) < Titre 22 > « *Pravili ostășești* » (lois militaires) < § 8 > , « *Armenopul VI 5* » < , 9 > (ff. 32<sup>v</sup> : ajouté par une autre main ; ms. 1405 : *deest* ; 19<sup>v</sup>) ;

d) < Titre 33 additionnel > « *Dă la talmăciitorul dă pravili Armenopulon* » (De l'interprète des lois H.) VI 5 < , 9 > (ff. 32<sup>v</sup> : ajouté par une autre main ; ms. 1405 : *deest* ; 19<sup>v</sup>).

<sup>73</sup> Βιβλίον νζ' τῶν Βασιλικῶν, τίτλος α' (8 §§) β' (8 §§), γ' (4 §§), ιβ', (7 §§) ; ριστή νεαρά 'Ιουστιν. περὶ στρατιωτικῶν et ἐκ πλαῆς νεαράς τοῦ 'Ιουστινιανοῦ (§§ 1—5) ; ἐκ τοῦ ι' βιβλίου τῶν Βασιλ. τίτλ. λγ' (§§ 6—13) ; ἐκ τῆς γῆς νεαράς Κωνσταντίνου τοῦ Πορφυρογεννήτου (§§ 14—19) ; ἐκ τῆς νεαράς 'Ρωμανοῦ τοῦ Νέου (§§ 20—21) ; ἐκ τῆς βῆς νεαράς Νικηφόρου τοῦ Φωκά (§ 22).

<sup>74</sup> V. notre *Présentation de quelques mss. jur. de Valachie et de Moldavie* (XV<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> ss.), in RESEE 7 (1969), 338—341 ; 353—359.

<sup>75</sup> *Id.*, 335—337 ; 351—354. V. la table des matières (*scara*) de ce code aussi chez G. Strempel, Fl. Moisil, L. Stoianovici, *Catalogul mss. rom.* 4 (1970), 377—378.

— *Miscellaneus iuridicus* gr. 588 (B Acad.)<sup>76</sup>, copié probablement d'après un prototype collectif ou plusieurs prototypes individuels appartenant à la BM, contient de très importants recueils, dont l'un remonte à l'original néo-grec qui a été traduit à Jassy en 1646 par Eustratie pour rédiger le code moldave de cette année-là, un autre est une copie d'après la Synopse d'Attaleiatès publiée dans le *Ius Graeco-Romanum* de Leunclavius, à côté d'une Ἐκλογὴ des *Bas.*, et d'une Εισαγωγὴ de Chrysante, patriarche de Jérusalem. Aucun texte ne se rattache directement à H. Le *miscellaneus* cité reflète une étape antérieure à l'implantation de l'Hex. dans les Principautés.

— *Synopse moldave des Basiliques*, manuscrit de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, rattaché au texte imprimé du *Chrysobulle synodal de 1785* (ms. roum. 841 de la B Acad. ff. 33<sup>r</sup> — 50<sup>r</sup>), et composé de 39 extraits des *Bas.* (36) et de l'Hex. D'autres textes, copiés par une autre main beaucoup plus tard, viennent du code civil Callimaque, du Règlement organique et d'un office de 1835. C'est encore un de ces codes de séances dont les boyards-juges, grands dignitaires ou membres du divan, avaient soin de se pourvoir pour l'exercice de leurs fonctions. L'œuvre ne révèle aucune rigueur de composition. Le libellé des références est disparate, ainsi que l'ordre des matières (dot, conventions, prêt, propriété, etc.). Les deux premiers textes et un autre par la suite sont rédigés sous formes de *question* et *réponse*. Quatre fragments énoncent des principes sans en indiquer la source. C'est pourquoi le titre de *synopse* ne convient à cette élaboration qu'assez approximativement. Voici les trois textes tirés de l'Hex. :

— < § 3 > (f. 35<sup>v</sup> — 36<sup>v</sup>) « Cum și Armenopoli, cartea 5, titlu 1, niaraoa 27 a chir Leon înp., zice : de ar fi marturi să mărturisească cum că diala iaste // adevărată a celui ce au făcut-o, să nu ceară nimic mai mult altu, ci să rămlie bună și stalornică. Macar de vor lipsi și iscăliturile și pecefiile marturilor, tot să fie priimită și stalornică. Dacă dar o diată, fiind făcută adevărată de cătră un testatoriu, carili va fi întru întregime < a > minții sale și-i va împărlăși pe toți clironomii sei cu parte < a > di clironomie, după voința și părere < a > sa, nu numai că o diată // ca aceasta e primită de cătră pravilă și are toată putere < a >, dar cari din clironomi să va ispiti să o surpe, cadi din clironomia aceia, iarăși după pravilă : (= éd. Heimb. V 1,6 : *Nouella autem Caesaris Leonis XXVII sic ait : Vi, etsi testes tantummodo dicant proprium esse hominis testamentum, id non improbetur, sed firmum sit : neque solum, si sigilla omissa sint adponi, sed et testium subscriptiones cum sigillis desint*).

— < § 4 > (f. 37<sup>r</sup>) « Pentru datorii. Armenopol cartea 3-a, titlu 5, paragraf 42, fila 243 : Creditoriul de va apuca să-și ia datoriia sa de la acel ce-i iaste datoriu, izgonești pe acel mai vechiu, cu cît mai vîrtos pe acel mai nou decît dînsul creditoriu, dacă acel mai vechiu s-au lenevit, pentru că pravilile sînt pentru cei deșleplași, iar nu pentru cei ce dorm greu » (= éd. Heimb. III 5, 40 : *Qui suum accepit debitum, antiquiorem excludit, quia negligens fuit : iura enim sunt uigilantium, non alie dormientium* : = éd. Spanos III 5 < 40 > p. 234 : ne contient pas l'équivalent de *quia negligens fuit* = « *dacă acel mai vechi s-au lenevit* », ce qui prouve l'usage par le juriste roumain d'une édition classique de l'Hex.)

— < § 20 > (f. 42<sup>r</sup>) « Și Armenopolu zice : Cerire < a > zestrii iaste vecinică și fără vadă » (= éd. Heimb. IV 11 (9) 18 : *Perpetua est dotis exactio neque tempore praeccluditur*).

## VI. LES CODES DE SYNTHÈSE<sup>77</sup> DE LA PÉRIODE 1780—1831. LA TRADUCTION ROUMAINE DE L'HEXABIBLE (1804)

Ni les Manuels grecs de Fotino ni le code pénal d'Ypsilanti ne sont de véritables synthèses des systèmes de droit en vigueur. Tous, par leur références d'origine, restent inféodés

<sup>76</sup> *Ib.* (1968), 633 ; (1969) 338 ; idem, *Les ouvrages jur. de la BM* (ci-dessus, n. 7), 210—211.

<sup>77</sup> Sur cette notion fondamentale, v. notre *Preemîunea*, 194 et *L'œuvre jur. de M. Fotino*, 124 ; *Législ. agr.*, 9—12.

à leur sources byzantines, qui sont tout au plus résumées, lorsqu'il ne s'agit pas de transcription fidèle.

La véritable synthèse ne commence qu'avec la *Pravilniceasca Condică*, le petit code bilingue, élaboré en 1780 en Valachie, à partir du IV<sup>e</sup> livre du projet de M. Fotino (Manuel de 1777) et des récentes réformes princières (*ius nouum*). Ce code ne contient plus de référence d'origine et ses textes ont une rédaction originale, alors même qu'il adopte une disposition de droit byzantin (le plus souvent avec de notables modifications).

Les rapports du code valaque de 1780 et de l'Hexabible n'ont jamais fait l'objet d'une recherche d'ensemble dans l'historiographie juridique roumaine. La « préface » princière du code met la *pravila* (le droit byzantin) et la coutume confirmée à la base de la nouvelle codification, sans donner d'autres détails comme celle du code Callimaque (1816—1817). Dire que l'Hex. a été une des principales sources de la *Prav. Cond.* serait excessif, autant que l'affirmation négative. Le titre 32 sur la protimésis est celui qui a le plus mis à contribution l'œuvre d'H., mais pour des matières extérieures au CIC, dans une mesure que nous avons déjà examinée à une autre occasion et il n'y a pas lieu de revenir ici sur ce point<sup>78</sup>. Les autres titres où l'on peut identifier des principes consacrés par l'Hex., sans particularités qui permettent d'affirmer que le texte d'H. se trouvait sous les yeux des rédacteurs du code, sont les suivants : XIX, De la dot ; XX, Des successions ; XXI, De la trimoiria ; XXII, Des testaments ; XXIII, Des tuteurs ; XXV, Des garanties personnelles ; XXVII, De la *quaerella non numeralae pecuniae* ; XXVIII, Des témoins ; XXIX, Du serment ; XXX, Du mari et de son épouse ; XXXI, Des parents et de leurs enfants ; XXXII, De la protimésis ; XXXIII, De la vente nulle ; XXXIV, De la superficic ; XXXIX, De la prescription<sup>79</sup>. Mais aucun de ces titres n'est entièrement et fidèlement emprunté aux *Bas.* ou à l'Hex. Sauf la protimésis, aucune institution n'y connaît une réglementation complète : ce sont plutôt les points et aspects controversés ou s'écartant du *ius receptum* (lequel pour le reste continuait d'être en vigueur) qui s'y trouvent abordés.

Les limites de l'action de l'Hex. sont mises en lumière par le grand chrysobulle du 30 oct. 1800 sur l'adoption<sup>80</sup>, sanctionnée par Al. C. Moruzi en Valachie. La source d'inspiration — expressément indiquée — c'est la *pravila*, avec cette remarque pertinente que la coutume est antérieure à la loi écrite et que les Roumains pratiquaient l'adoption bien avant l'introduction du droit byzantin au XVII<sup>e</sup> siècle. La matière bénéficie d'une réglementation minutieuse et moderne, suivant un plan fort bien conçu, qui relève d'une technique où triomphe l'esprit systématique du jusnaturalisme occidental. En comparaison du texte du chrysobulle, les 6 §§ incomplets et disparates du titre 8 (II) de l'Hex. apparaissent comme une ébauche informe et rudimentaire.

Nous n'insisterons pas ici sur la traduction roumaine par Thomas Carra et trois autres juristes roumains, de l'Hex. à Jassy en 1804, dans le cadre d'un programme législatif que a guerre russo-turque (1806—1812) empêcha d'aboutir. Ce moment de la réception hexa-

<sup>78</sup> V. notre *Preambularea* 193—213

<sup>79</sup> En voici un exemple éloquent (XXIII, Des tuteurs, §§ 1—3) :

Code 1780	<i>Ses sources dans CIC, Hex. éd. Heimb. etc.</i>
§ 1 1 <sup>re</sup> phrase	V 12, 18 (= D 50, 17, 73 ; Bas. 2, 3, 73)
2 <sup>e</sup> „	V 12, 19. 20. 50 (= Nov. I. CXVIII c. 5 ; Nov. I XCc. 1 et 2 ; Nov. I XCIV ; CI 5, 35, 2 et 3)
3—4 .. (s)	—
§ 2 Inventaire	V 12, 21 (= D 26, 7, pr. ; CI 6, 30, 22 ; Ποπαί 15 § 3)
Détails de la réglem.	—
§ 3 Gestion du tuteur	—

<sup>80</sup> V. ms. gr. 122 ff. 203—206<sup>r</sup>, Περὶ υιοθεσίας, χρυσόβουλλον τοῦ ὑψηλοτάτου Ἀλεξάνδρου Κωνσταντίνου βοεβόδα Μορούζη ; texte roum. : V. A. Urechiă, *Ist. rom.*, VIII, 45—50.

biblienne (v. ci-dessus) est assez connu et il n'y a pas lieu d'insister davantage là-dessus. C'est un important monument de la langue juridique, malheureusement inédit, qui n'a pu contribuer à stimuler l'usage de l'Hex. que dans les limites restreintes de la circulation des mss. existants (dont deux se sont conservés). La discussion de la traduction dans une séance de *sfat de obste* (v. ci-dessus n. 15), prouve la destination législative de l'œuvre. L'échec de cette entreprise a eu un résultat salutaire : la Moldavie a pu éviter par la suite la formule grecque de 1835.

Ainsi féru d'H., rien de plus naturel que de retrouver chez Carra des traces nettes de l'Hex. dans le projet inachevé d'un grand code général, rédigé d'abord en néo-grec et intitulé Πανδέκτη (sic) (1806). Ce texte aussi est inédit, et nous ne possédons aucune étude sur ses sources, en dehors des données puisées par certains commentateurs à l'importante préface<sup>81</sup>. Seul le dernier titre (XV) sur la protimésis a été publié (en trad. roum. ou en résumé) avec indication de ses sources<sup>82</sup>. L'Hex. dans une éd. classique (1587) y est cité avec référence aux paragraphes du liv. 3 titre 3, à la fin de chaque article. Certes, pour le reste de la matière. H. n'est pas et ne saurait être utilisé dans la même mesure. Les références expresses à l'Hex. ne sont pas nombreuses<sup>83</sup>. Mais la plupart des textes empruntés aux *Bas.* ont des *loci paralleli* dans le Manuel d'H.

Le rôle de l'Hex. dans l'élaboration du code Callimaque (Moldavie, 1816—1817), de la codification de Caragea (Valachie, 1818) et du code pénal et de procédure pénale de Moldavie (1820—1826) n'a jamais été examiné.

Pour le premier, le problème peut se poser pour les 3/10 qui relèvent du droit byzantin. Le travail élaboré par Flechtenmacher (v. ci-après) rend compte et de la position du problème et des résultats que l'on peut escompter. Les principaux auteurs du code, Flechtenmacher, Donici et le Grec A. Cousanos étaient tous des connaisseurs avertis de l'Hex., mais la concordance du premier, obligé de placer un texte byzantin en regard de chaque paragraphe du code moldave, se borne à citer l'Hex. une seule fois.

En ce qui concerne le code Caragea, nous n'avons aucun renseignement circonstancié d'un recours direct à H. On ne peut qu'analyser les nombreux textes d'origine byzantine et établir qu'ils figurent à la fois dans les *Bas.* et dans l'Hex.

Quant au code pénal de Moldavie, malgré une importante influence autrichienne et beccarienne, le nombre des dispositions relevant du droit pénal byzantin — Livre LX des *Bas.* et liv. VI de l'Hex. — est loin d'être négligeable. Le problème se pose dans les mêmes termes que pour le code valaque de 1818, avec cette précision que les auteurs du code moldave (Donici, Flechtenmacher, V. Virnav) étaient férus d'Harménopule. Donc la présence de celui-ci est indéniable, mais elle n'est ni caractéristique ni féconde ; la valeur historique et technique de toutes ces codifications ne vient pas de l'Hex., mais des autres facteurs dont l'action exprimait plus directement les défis du présent et les solutions innovatrices qui s'imposaient.

Nous rattachons à ce paragraphe trois aspects particuliers de l'influence d'H. sur la législation.

En 1786, Al. Maurocordato<sup>84</sup> en Moldavie décida la création d'un registre spécial où seront consignés les noms des *șireji*, c'est-à-dire de ceux qui « au umblat cu viclesug asupra allora » en déclenchant de mauvaise foi un procès vexatoire contre des innocents. De cette inscription découlait une double incapacité : toute autre réclamation pénale venant d'eux sera rejetée de plano (« *să nu li se mai dea ascultare* ») et leur témoignage en justice perdait toute valeur (« *să nu se fie în seamă* »). Le système de l'*inscriptio* pour les accusateurs de

<sup>81</sup> V. ci-dessus, n. 3 (pp. 833—834) et les travaux de Gh. Ungureanu.

<sup>82</sup> V. *Preemfiunea*, 262—270.

<sup>83</sup> V. ms. gr. VI 8 (Bibl. Centr. Univ. « M. Eminescu », Jassy ; données communiquées par le Pr. M. Jacotă, à qui nous adressons les plus vifs remerciements).

<sup>84</sup> V. V. A. Urechîă, *Ist. rom.*, 1 (1891) 229 ; *Uric.* IV, 123 (1<sup>er</sup> mai 1786) ; cf. art. 253 du code pénal moldave 1 (1826).

mauvaise foi avait été institué à Byzance par une Novelle de Léon VI, dont le principe avait été recueilli par H. dans son Hex. (VI 6 10). Il ne s'appliquait pas en matière civile (ib. § 11). On s'est demandé dans notre historiographie<sup>85</sup> si la réforme d'Al. Maurocordato ne trahit pas une inspiration puisée dans H. Le rapprochement s'impose tout seul, mais en tenant compte du fait que la technique de la *Condica şireşilor* en Moldavie représente un effort local, commandé par des abus d'époque. Ceux qui avaient charge d'y remédier ont pu utiliser un stimulant, venant de leur culture juridique et du régime de réception byzantine, mais la structure de l'institution et la désuétude qui interviendra avant longtemps relèvent du dynamisme de la vie juridique du pays.

b) En 1839, le Chrysobulle synodal de 1785 relatif aux publications de protimésis et au mariage des Tziganes subissait une refonte dont les deux innovations suivantes intéressent notre propos :

*Chrysobulle synodal de 1785*  
(éd. 1958, 21)

« En cas de vente... intervenue entre des personnes qui ne sont ni coïndivisaires (*răzeşi*) ni parents du sang, le vendeur et l'acheteur sont obligés de se présenter au divan pour montrer le contrat avec indication du prix réel... au district de la situation de l'immeuble vendu on procédera pendant 6 mois à des publications destinées à notifier à ceux auxquels la parenté ou la coïndivision confère un droit de protimésis. En cas de silence (refus tacite) de ces derniers, le divan confirmera la vente ».

Le rachat devait avoir lieu dans le délai de 6 mois.

*Loi du 17 sept. 1839*  
(éd. cit. 33)

« Art. 5 alin. 3. La prétention de rachat ne peut être mise en mouvement que dans le délai de 6 mois imparti pour les publications au profit de ceux qui sont présents (résidents dans le pays)... les requérants ayant l'obligation de consigner en dépôt à l'autorité compétente la somme d'argent nécessaire au rachat, dans un délai de 30 jours, calculés à partir du jour où l'action en rachat aura été intentée ».

« Art. 6. Dans les cas où l'acheteur ne demande pas la mise en œuvre de la procédure des publications (art. 5) ou ne s'assure pas contre le retrait en obtenant la signature des protimitaires sur le contrat de vente, application sera faite de la prescription décennale légiférée par la *pravila*... »

La comparaison de ces deux textes révèle certaines lacunes du système instauré en 1785. Les compléments apportés en 1839 à ce système sont justifiés. Ils venaient de l'Hexabible, que le législateur moldave appelle traditionnellement *Pravila*, sans autre précision. Ce terme ne saurait désigner ici le Code Callimaque, d'abord parce que ce dernier ne consacre pas la prescription décennale dont il est question, et ensuite parce que ce code est toujours dénommé par son titre officiel : *codica politicească* ou *civilă*.

Les lacunes révélées par la loi de 1839 dataient depuis 1785. Elles se faisaient sentir en 1837, lorsque Flechtenmacher, dans une consultation délivrée à un boyard N.N. (v. ci-dessus), entend les pallier à l'aide d'un texte qui dans l'Hexabible était placé sous l'autorité de la célèbre Novelle sur la protimésis de Romain Lécapène. L'application de ce texte, avec ce rôle de complément du Chrysobulle de 1785, devait être une pratique ancienne.

A la différence d'une loi moderne, celle de 1839 ne se bornait donc pas à introduire dans son texte la disposition de l'Hexabible, dans sa matérialité, en la présentant comme émanant de son auteur. La référence à la *Pravila* était expresse. Le caractère obligatoire de

<sup>85</sup> Th. T. Burada, *Condica şireşilor*. Jassy (1895), Craïova (1920); 10—11; I. C. Filitti, *Vechiul dr. pen. cit.*, 24.

la disposition empruntée découlait du fait que la *Pravila* était encore considérée comme une loi, source de normes directement obligatoires en droit moldave. Certes, cette position n'était plus aussi tranchante que dans le passé, car à présent une loi moldave devait préciser que, exceptionnellement, il y avait lieu de se référer à l'Hexabible.

c) On a également signalé<sup>86</sup>, comme une curiosité historique, le fait que l'art. 257 al. 3 du code pénal de 1864 qui excusait le meurtre, les blessures ou les coups imputables à une femme, s'ils ont été provoqués par le viol dont celle-ci aura été l'objet, se rattachent, à travers le § 4 du ch. 11 et du ch. 246 respectivement du code moldave de 1646 et valaque de 1652, à un texte de l'Hex. (VI 6, 20 : *Qui stuprum per uim inferentem occiderit, dimittatur*).

L'influence de l'Hex. se clôt avec la trad. de I. Peretz, en 1921, pour les nécessités d'ordre pratique de l'époque, dont l'écho se retrouve dans un certain nombre de décisions judiciaires.

## VII. LA DOCTRINE JURIDIQUE: THOMAS CARRA, A. DONICI, CHR. FLECHTENMACHER

Quelle a été l'attitude des jurisconsultes de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du siècle suivant à l'égard d'H. ? Pour ce qui est de Thomas Carra, éminent juge, le codificateur du règne de Moruzi (1804—1806), elle résulte de ce que nous venons de dire à propos du projet de Code général qu'il a rédigé et de la traduction même de l'Hex.

Dès le règne du même prince, et probablement dans le cadre — ou en marge — du programme législatif dont l'exécution directe était confiée à Carra, un éminent juriste d'origine moldave, juge et grand dignitaire à partir de 1814, Andronache Donici<sup>87</sup>, rédigeait dans une version initiale plus courte, avant le 21/22 juin 1805, son célèbre Manuel de lois, lequel en 1814 sera imprimé à Jassy et connaîtra comme code privé une large diffusion. Se situant sur la ligne de la synthèse inaugurée en Valachie par le code de 1780, le Manuel resta en deçà du niveau atteint à Bucarest un quart de siècle plus tôt, à la fois par sa structure technique (références directes aux sources utilisées), et par le nombre des paragraphes d'origine byzantine. On a déjà signalé dans ce Manuel 15 §§ appartenant à 12 titres différents, pour lesquels Donici lui-même renvoie à l'Hex.<sup>88</sup> En réalité leur nombre s'élève à 20<sup>89</sup>, répartis entre 17 titres et le problème en soi possède une histoire qui se rattache au processus d'élaboration du Manuel, tel que nous avons pu le reconstruire à partir de la découverte de la version courte de 1805.

En comparant cette dernière version (qui se retrouve sans date et sans références d'origine des paragraphes dans le ms. roum. 2112 de la B Acad.) avec la version imprimée de 1814, on constate ce qui suit :

— huit paragraphes venant de l'Hex. dans l'éd. 1814 ne figurent pas dans l'éd. initiale (IV 8 ; XI 2 ; XVIII 4 ; XXII 5 ; XXIV 11 ; XXX 11 ; XXIV 2).

— neuf paragraphes de même origine de l'éd. 1814 figurent également dans l'éd. initiale, mais sans référence à H. (IV 23 ; XIV 1 ; XVI 1 ; XX 5 ; XXIX 3 ; XXXII 2 ; XXXIII 25 ; XXXVII 2, 8) ;

<sup>86</sup> I. C. Filitti, *op. cit.*, 65.

<sup>87</sup> V. notre article *Contribution à l'étude de la réception du droit romano-byzantin en Moldavie : Le Manuel juridique d'Andronaké Donici*, in *Etudes offertes à Jean Macqueron*, Aix-en-Provence (1970), 351—360 [version roum. in *Stud. și cerc. jur.* 14 (1969) 321—332].

<sup>88</sup> V. Croté, 833 et n. 3 (où il faut lire : IV 8 au lieu de I 8, et XXXII 2 ; XXXIII 25 au lieu de XXXII 2 et 25).

<sup>89</sup> Titres XIV 14 (dépôt) = Hex. III 9 1—2 ; XVIII 4 (convention) = Hex. I 9 2 ; XXII 5 (sûretés personnelles) = Hex. I 3 55 ; et, sans référence d'origine en 1814 : VIII 9 (dettes) = Hex. I 13, 11 ; XXVIII 12 (tutelle) = Hex. V 12 (11) 38—39.

— deux paragraphes seulement ont dans les deux éditions la référence d'origine hexabiblienne (XI 16; XXXIV 1), avec cette précision que la référence erronée de 1805 (liv. III, tit. 23) a été corrigée dans l'éd. de 1814 (liv. III, tit. 3<, § 72> ;

— deux paragraphes (VIII 9, Arm. I 13<17> et XXVIII 12, Arm. V 11 (12)<, 38—39>) qui en 1805 sont indiqués comme venant de l'Hex., ont perdu cette mention dans l'éd. imprimée. Or pour le VIII 9, le principe qu'il énonce est consacré avec d'autres mots, alors que la fin du § 12 (XXVIII) vient nettement des §§ 38—39 cités ;

— de nombreux paragraphes des deux versions contiennent des textes basilicaire qui ont un équivalent direct dans l'Hex. En voici un exemple (où la rédaction de Donici révèle ses mérites) :

*Donici, éd. 1814 (VIII 10)*

(Sans référence marginale d'origine) La femme, si elle emprunte de l'argent afin de libérer son mari de la prison (pour dettes, n.n.), sera obligée de payer.

*Hex., éd. Heim. I 13 12*

*Mulier pecuniam ab aliquo accipiens, ut ea data uirum ex custodia liberet, obligatur neque adiuuatur, quum praetextit se aut fideiussisse aut filiam familias esse.*

Cette analyse permet de conclure que la réélaboration du texte initial durant les années 1813—1814 a été pour Donici une occasion d'élargir le rôle assigné dès le début à l'Hex. dans le cadre de son Manuel, et de préciser pour plusieurs textes leur origine hexabiblienne, qu'il avait passée sous silence en 1805. Pendant le travail d'élaboration du texte élargi, l'Hex. a été pour lui un instrument de travail essentiel et soigneusement consulté.

Son contemporain un peu plus jeune et son émule en matière de codification, le Saxon de Braşov, Christian Flechtenmacher<sup>90</sup>, le principal auteur du Code Callimaque, nous a laissé trois importants registres où il a consigné, de 1819 à 1840 son travail professionnel : consultations juridiques (*de-legări*), notes de lectures, projets législatifs et, surtout, le grand travail inédit intitulé : *Cuprindere în scurt a paragrafulor însemnate în condica poliţicească*<sup>91</sup> (ms. roum. 12 f. 44—95). Cet « Aperçu sur le contenu des paragraphes du code civil » fut élaboré sans doute vers 1833, afin de mettre en lumière, comme les boyards indigènes le demandaient, la conformité du Code Callimaque (dont 7/10 venaient du Code civil autrichien de 1811) avec les Basiliques. En effet, nous savons qu'en avril 1833, en vue de la traduction du Code en roumain, une commission dont Flechtenmacher faisait partie, avait été formée pour procéder à cette curieuse vérification. Celle-ci n'eut à vrai dire jamais lieu, mais le problème semble s'être posé dans des termes préoccupants, puisque Flechtenmacher s'est imposé un travail — autrement incompréhensible — à savoir, la recherche des textes justiniens et basilicaire, correspondant à chaque article de la *Condica poliţicească*. Pour la partie byzantine, rien de plus facile. Pour le reste, l'entreprise a pu être menée à bien, dans la mesure où les dispositions du code autrichien ayant elles aussi une base historique dans le CIC, les parallélismes avec les Basiliques ne manquaient pas. Et puis, devant la savante concordance

<sup>90</sup> Sur Flechtenmacher, v. les travaux d'Andrei Rădulescu, Gh. Ungureanu, Val. Al. Georgescu, Studii 13 (1960), 73—135 ; C. Bucşan (à paraître), ainsi que l'introduction de l'éd. crit. du *Codul Calimach*. Bucarest (1958). Nous tenons à souligner l'importance des recherches comparatives du P<sup>r</sup> Georges Mantzouphas : 'Η Ἑρμηνεία Zeiller πρότυπον τοῦ κώδικος Καλλιμάχῃ. Athènes (1956) ; *Über griechisches Recht*. Athènes (1956), 126—142 ; *Die Gründe für die absichtliche Verschweigung der oesterreichischen Vorlagen des moldauischen Codex Civilis vom Jahre 1817*, in Z S S, Germ. Abt. 82 (1965), 326—333 ; Βιογραφικά καὶ δημοσιεύματα. Athènes (1966), 54—57 (résumé de l'étude de 1955).

<sup>91</sup> N'y figurent pas, par exemple, les §§ 155—172 qui venaient du Chrysobulle synodal de 1785 (mariage des esclaves). Peu d'articles y sont notés sans correspondant romano-byzantin.



de Flechtenmacher, combien d'hommes politiques en Moldavie étaient-ils capables de discuter de manière technique et serrée la rigueur de la conformité en question? Toujours est-il que ce prodigieux travail ne contient aucun renvoi au code autrichien. Le silence de Flechtenmacher, l'homme qui avait eu de longues années durant l'ABGB devant ses yeux, en travaillant à la rédaction du code moldave, ne saurait être interprété comme une supercherie, couvrant un plagiat prémédité de longue date (1813), ainsi que le pense le P<sup>r</sup> G. Mantzouphas. Le consul Raab<sup>92</sup> connaissait la situation et l'avait communiquée à Vienne, mais sans doute aussi à des interlocuteurs moldaves. En 1829/30, un mémoire de réforme de l'Etat, rédigé par un grand boyard, faisait mention du code civil autrichien<sup>93</sup>, dont le code moldave était «plutôt une traduction littérale». Mais politiquement le modèle autrichien continuait de ne plus «se porter» et des intérêts «supérieurs» exigeaient que le droit moldave continuât de s'appuyer sur les Basiliques dans une mesure qui ne laisse pas d'être surprenante et non encore bien mise en lumière. Le maintien de la tradition rassurait beaucoup de monde et reflète le conservatisme officiel et d'une importante partie de la noblesse. Flechtenmacher dut en tenir compte, en tant que jurisconsulte de l'Etat, à la fois comme praticien, dans les consultations que nous analyserons ci-après, et comme théoricien, dans ses leçons et dans le Commentaire du Code de 1817, dont il sera question plus loin.

Nous commençons par les références à H. et à son Hex. que l'on trouve dans les registres n<sup>os</sup> 10 et 12 :

1. Ms. roum. 10, *Lexicon iuris civilis*<sup>94</sup>

— F. 5<sup>v</sup> (1819), Harm. p. 34, § 44 : *In quaestionibus de finibus ... inhaerendum est*<sup>95</sup> = éd. Heimb. I 3, 44 (texte latin identique).

— F. 6<sup>r</sup> (1819), Ex. Arm. p. 388, *leg. agrar.* tit. 1 § 9 : *Si duo fundi de limite aut agro litigent, cognoscant iudices, eique qui pluribus annis possiderit, ius suum reddent. Sed si antiquus sit limes, antiqua possessio inconcussa maneat* = éd. Heimb. *Leges agrariae* I 9, p. 833 (texte lat. id.).

F. 7<sup>r</sup> (1819), Harm. lib. 4, tit. 8, § 9 (p. 281) : *In dotis promissione... pater debet dotem* = éd. Heimb. IV 10(8), 9—10 (t.l.i.).

F. 11<sup>v</sup> (1820), Harm. p. 258, § 8 : *Mulier constante matrimonio... fundus deterior est factus* = éd. Heimb. IV 11 (9), 8 (t.l.i.).

F. 16<sup>r</sup> (1820), Harm. libr. 3, tit. 5, schol. ad § 57, p. 194 = éd. Heimb. III 5, 57, schol. à la note a.

— F. 36<sup>r</sup> (1820), Armenopol, cartea 4, tit. 10, § 4 : *să legiuiește că femeii ce să însofește de al doilea nu să dă ύπόβολον* = éd. Heimb. IV 10, 4.

— F. 66<sup>r</sup> (1820), Armenopol, cartea 1, tit. 8, § 3 : *(ce este în scurt extract din novella 73 cap. 2) să zice : la un document trebuie să fie de față și trei marturi, ca să aibă credință și să lipsească toată înpotrivire și clepetire* (avec la remarque que ce principe est plus ample-ment énoncé aux *Bas.* 22, 4, 2, tome III p. 104) = éd. Heimb. I 8, 3 (t. i); cf. la trad. de Carra (*B Acad. ms. roum.* 4317 f. 51<sup>r</sup>) : «*La facere*» *zapisului trebuie să fie de față și trei marturi, ca să aibă credință, și să fie afară de toată înpotrivirea și de toată hula* ».

<sup>92</sup> Hurm. XX 423 n<sup>o</sup> 415 (28 août 1818).

<sup>93</sup> Vlad Georgescu, *Mémoires et projets de réforme dans les Princ. roum. 1766—1830*. Bucarest (1970), 180; v. Val. Al. Georgesco et Ovide Sachelarie, *Les contacts entre le droit moldave et le droit autrichien au début du XIX<sup>e</sup> siècle*, in «*Festschrift Hellbling*» Salzburg (1971).

<sup>94</sup> Les feuillets libres et la partie libre des feuillets sur lesquels avaient été transcrits certains syntagmes du *Lexicon*, ont été couverts de consultations et extraits des *Bas.*, du *CIC*, de l'Hex. et différents auteurs modernes.

<sup>95</sup> Suit la référence à des textes du Digeste et du Code de Justinien, avec leurs équivalents aux *Bas.*

— F. 66<sup>v</sup> (1820), Armenopol, carte 1, titlul 8, § 4: *La orice document mai întli cerem dovezile de la acela carele l-au scos și apoi de la acela ce zice că este neadevărat (plaston) =* éd. Heimb. I 8, 4 (... πλαστόν...); cf. trad. Carra, op. cit. f. 51<sup>r</sup>: «*La orișice zapis cerem întli dovezile aceluia ce-l are, și pe urmă aceluia ce zice că este mincinos*». Flechtenmacher cite aussi les dispositions parallèles des *Bas*.

— F. 67<sup>r</sup> (1820), Armenopol, carte 1, titlu 3, § 10: *Cînd va ave<a> cineva în stăpînire <a> sa, un lucru străin cu re<a> credință, i să dau treizeci de ani [...] și pentru inima sa ce<a> răpiloare și iubitoare de strîmbătate* = éd. Heimb. I 3, 10; cf. Carra, f. 32<sup>v</sup>: «*Iar cînd iarăși lucrul cel străin îl paște cineva [...] ori pentru răpiloarea sa voință, și iubire de strîmbătate*» (§ 3 al. 2).

— *Ib.*, «*Asemeni și la § 45: Acel ce au tras pe cineva la giudecată pentru un lucru nemișcător pe carele îl va fi stăpînit nu din o dreaptă pricină, și nu s-au depărtat cu paragrafia 30 de ani nici au pierdut jalba sa, acela iarăși își cîștigă dreptul său*» = éd. Heimb. I 3 45 a; Carra cf. f. 35<sup>v</sup> § 38).

— *Ib.* «*și Armenopol, carte 2, titlu 1, §§ 14, 15 și 16: Cînd are cineva în stăpînire <a> sa un lucru străin, cu re<a> credință, adevă ceri că l-au răpit cu sila, ori l-au luat în lăria, sau au făcut vicleșug sau l-au cumpărat, știind că este străin, sau au făcut alt asămîne chip [...] aceasta să legiuește pentru lucrurile cele nemișcătoare*» = éd. Heimb. II 1, 14: [...] *Ex hoc quidem in rebus soli.*

Et Flechtenmacher continue (f. 67<sup>v</sup>): «*Paragraful 16 este extract din Novella 119 cap. 9 și este în Cărțile Împărătești, tom. al 6-lea, carte 50, titlul 14 și 15, cap. 10, fila 626 ce zice [...]*». Suivent des références au Code Call. («*Codică politicească a Moldaviei*») § 1940 et à «*Armenopol*» cartea 1, tit. 3, § 9: să anerisește παραγραφή de 40 ani cu aceste cuvinte: *Ca nu cumva acei puternici, cînd li strîmbătlează și înșală pe cei săraci, să să agiute cu παραγραφή de 40 ani, nici acei săraci, instrîmbătleîndu-să de cătră cei puternici, să nu fie opriți cu παραγραφή de 40 ani, a-și cere dreptul său, și nici hotarnicile (περιορισμούς, finium descriptionem; v. éd. Heimb. l.c.) macar de ar fi și cuprinsă prin hrisoave, să nu aibă nici o lărie, cînd s-au făcut cu strîmbătate și cu înșălăciune. Tot această noimă este cuprinsă în cod. pol. § 1938 ce zice [...]*» = éd. Heimb. I 3 65: *Novella autem constitutio imperatoris Basilii Porphyrogenetae quadragenariam praescriptionem abrogat in his: [...] neque fiscus tempore excludatur, sed ius suum ab Augusto Caesare repelat, et ad hoc recuperandum facultatem habere iudicetur*; la fin, à partir de *neque fiscus* manque chez Flechtenmacher; cf. Carra, f. 37<sup>r</sup> § 59 qui a compris le texte autrement: «*Nici închierile vadelilor să nu aibă nici o lărie, de să vor și hotărî prin hrisoave [...]* nici obștiia să nu se popriască cu trecire de multă vreme, ce să-și cee dreptul său...»

— F. 81<sup>v</sup> (1824), Harm. l.1, tit. 8, § 3, p. 63: *Instrumento etiam [...] sit experts =* éd. Heimb. I 8, 3 (t. l. i);

— *Ib.* (1824), Harm. lib. 1, tit. 10, § 2, p. 70: *Et apud acta [...] transactio rata est =* éd. Heimb. I 10, 2 (t. l. i);

— *Ib.* (1824), Harm. lib. 1, tit. 12, § 16: *Quod si minor alicui donaverit, donatio est irrita, nisi post uicesimum quintum annum decennium aut uicennium effluxerit, tam uiuo illo, quam mortuo =* éd. Heimb. I 1, 16: *Quod si minor alicui rem suam donaverit [...] 17 [...] irrita est donatio, nisi post uiginti quinque annos decennium uel uicennium effluxerit,*

— F. 82<sup>v</sup> (1825), «*Capite de pravili ce am dat la 11 sept.*» (affaire de divorce), «*vezi Arm. cartea 4, tit. 12, § 13 cum și cartea 6, tit. 2, § 22*» (corroborés par les *Bas*. 28, 7, 1 et Cod. Call. § 121 et 124) = éd. Heimb. IV 15 (12), 13; VI 2, 22.

— F. 88<sup>r</sup> n° 5 (1825) (tutelle de la mère non remariée), *Armen. cartea 5, tit. 11, § 20. 21 și 50* = éd. Heimb. V 11, 20; 21; 50.

— *Ib.* n° 7, *Arm. cartea 4, titlu 7, § 23* = éd. Heimb. *l.c.*

— *F.* 88<sup>v</sup> n° 12, *Arm. cartea 4, titlu 7, 8, cum și c. 5, t. 11, § 52* = éd. Heimb. *l.c.*

— *Ib.* n° 14<sup>b</sup>, *Armenopol, cartea 5, titlul 8, § 87* = éd. Heimb. *l.c.* in fine.

*F.* 89<sup>v</sup> n° 20, *Arm. cartea 4, titlul 4, § 25* = éd. Heimb. *l.c.*

*F.* 90<sup>r</sup> n° 26, *Arm. cartea 5, titlul 8, § 17* = éd. Heimb. *l.c.*

— *Ib.* n° 29, *Arm. cartea 5, titlul 8, § 18* (corroboré par le § 940 *Cod. Call.*) = éd. Heimb. *l.c.*

— *F.* 91<sup>r</sup>, *Armenopol 1, 13, § 24* = éd. Heimb. *l.c.*

— *Ib.* *Armenopol, cartea 1, titl. 12, § 57* = éd. Heimb. *l.c.* (*non concordants*).

— *F.* 91<sup>v</sup>, *Arm. cartea 5, titl. 11, § 22* = éd. Heimb. *l.c.*

— *F.* 96<sup>v</sup>, « *Cum și în Armenopol, cartea 5, titlu 8, § 13, unde zice: frații și surorile ce vor fi tot dintr-aceiași părinți [...]* » = éd. Heimb. V 8, 13.

— *F.* 97<sup>v</sup> (1826): « *Nu am putut găsi dezlegarea pentru moșia de zestre, căci din Cărțile înpăratești, tom. II, fila 214, cap. 82 nu vorbește de lucrurile de zestre* ». Flechtenmacher cite ensuite *Bas.*, tom. IV, p. 729 et 731: *ubi ait et multo magis haec in dote observantur, si quid rerum dotalium uel alienauerit, uel pignori obligauerit, lege et Harm., p. 172 § 55.*

— *F.* 99<sup>r</sup> (1826), *Confer Harm. 4, 9, § 26, p. 261* = éd. Heimb. IV 11 (9), 20, mais ce texte ne concorde pas avec le contexte de la consultation de *Fl.*

— *F.* 100<sup>v</sup> (1826), « *Dislegare* » (consultation). Après citation des *Bas.*, Flechtenmacher ajoute: « *se găsește și la Armenopol, cartea 4, titlu 8, § 36* » (= *Cod. Call.* 1646); et citant de nouveau les *Bas.*, il précise: « *și la Armenopol, carte 4, titlu 9, § 22* » = éd. Heimb. *l.c.*

— *F.* 100<sup>r</sup> (1826), « *Deslegare pravilnicească. Din Armenopol cartea 3 tit. 3, § 17* »; (affaire de prescription): « *din Armenopol, cartea 2 titlul 1 § 14* » = éd. Heimb. *l.c.*

— *F.* 101<sup>v</sup> (1826), « *Capite de pravilă. Bas. tomul I, 2, 3, 59, p. 76, cum și Armenopolu, cartea 5, titlu <?>, § 59* ».

— *F.* 103<sup>r</sup> (1826), « *Din Armenopol, cartea 1, titlu 12 § 33* » (corroboré par les *Bas.* tome 4, page 459) = éd. Heimb. *l.c.*

— *F.* 103<sup>v</sup> (1826). *Adnotationes ad nouellam Imp. Leonis 22 (schol. 24). Res ita constituenda est: coniunx superstes, non contrahens secundas nuptias, lucra nuptialia poterat alienare.*

(*f.* 104<sup>r</sup>) *et eidem dari uirilem in omnibus mariti bonis, ut hinc notare liceat, non esse de nihilo, quod Harmenopolus operis sui initio retulit, Tribonianum pretio leges fixisse et refixisse, [cf. éd. Heimb. I 1, 6].*

*Quae Nou. 22 exstat in Harmenopulo, lib. 4, tit. 10, § 16 in fine* [= éd. Heimb. IV 13, 6]:

*Vir autem liberis carens [...] et honorem primis nuptiis seruata (lege eod. pag. 207 e Nou. 127, c. 3 et schol. infra). Ex nou. Caesaris Leonis 85 pars posterior:*

§ 7 *Hanc autem portionem uir rationibus inferat [...] neque de mulieris accipito* = éd. Heimb. IV 13, 7.

— *F.* 106<sup>v</sup> (1827), *Harm. pag. 114 lib. 2, tit. 3, § 4: Iudicati petitio... contra heredes datur* = éd. Heimb. II 3, 3 (*Iudicati actio etc.*). Le terme de *petitio* se trouve dans l'éd. Gothofredus (1587), mais dans une autre version. Flechtenmacher reproduit également le scholium: *Quum primum quis condemnatus sit [...] etiam aduersus damnati heredes competit, qui se trouve dans l'éd. Heimb. à la p. 233 n.d.*

— *F.* 119<sup>r</sup> (1827), « *Pravilnicească dislegare. Întru pentru venitul danii. Peculia de patru feliuri sînt: aprosporista, paganica, oștenește și ca niște oșlenește. Aprosporista sînt acele, care iau copii<i> din moștinire<a> micii lor, a bunilor și a străbunilor și a altor rudenii de spre maica lor, al căroră folos îl are părintile, iar stăpînire copii<i>. Asămine cu acele sînt și acele ce cîștigă copii<i> din spre o facire de bine a cuiva, și din ostinile lor, cum și din însofîrile lor, pentru care averi părintile are folosul, iar stăpînire copii<i>. Din Armenopol, carte 5,*

*tit. 2, § 4.* \* = éd. Heimb. V 2, 4: *Peculia quadripartita sunt, aduentilia (ἀπροσποριστά), pagana siue profectilia (παγανικά), castrensia (καστρένσια) et quasi castrensia (ὡσανεὶ καστρένσια), Et aduentitia quidem sunt, quae ex matris aut maternorum avorum proauorumque et similibus cognatorum hereditate obueniunt: horumque usum habet pater, proprietatem liberi. His adfinia sunt, quae ex munificentia forte et propriis laboribus liberi adepti fuerunt, item ex causa nuptiali [ , de quibus filiofamilias testari non licet, sed nec patri praemortenti: ]* \* horum autem usum habet pater, proprietatem liberi.

— F. 132<sup>v</sup>, Harm. p. 86 schol. *De dote a uiro consumpta ius suum adipiscitur post praestitum de rebus non amotis iusiurandum. Non enim pro lucro fauimus mulieres, sed ne damnum patiantur, suisque rebus fraudentur, curamus, [...]* (suit un texte grec extrait des Bas). Cette scholie reste à être identifiée.

— F. 142<sup>r</sup>, Harm. 4, 9, § 18: *Perpetua est dotis exactio, ... quae quadraginta demum annis exstinguuntur* (= éd. Heimb. IV 11 (9), 18.

— F. 151, Arm. lib. 1, tit. 11, § 10: *Etiam absentis rem delinens de ui conuenitur, nisi 30 anni effluxerint, ex quo possessionem adprehendit* = éd. Heimb. I 11, 10.

— *Ib.*, Ar. l. 1, t. 3, § 45: *Qui quem conuenit de re immobili non ex iusta causa possessa, et 30 nondum exclusus est, neque suam actionem amisit, in ius suum restituitur* (= éd. Heimb. I 3, 45 a: ... *tricennio...*). *Et schol. Nam 30 annor. praescriptio et furti et ui bonor. rapt. actiones tollit* (éd. Heimb.: deest).

## II. Ms. roum. 11.

F. 95 (1837). « *Copia tălmăcirii dată lui N. N. Din Neara împăratului Romano celui Bătrîn. Pravilă pentru protimisire. Dacă vor fi mulți împreună hotarnici împrejurul unei averi nemșcătoare (κτῆμα) ce este de vîndul, atunci trebuie să să trimată înștiințare la fieștecarile [...]* loși vor ave deopotrivă pronomion [...] (Copie de la traduction remise à N.N. D'après la nouvelle de l'empereur Romain l'Ancien. Loi sur la protimésis. S'il existe beaucoup de copropriétaires d'une fortune immobilière (κτῆμα) [...] = éd. Heimb. III 3, 105. La traduction de Flechtenmacher est différente de celle de Carra (v. ms. roum. 4317 f. 126<sup>r</sup>), qui est plus fidèle et plus réussie: « *Deci cînd vor fi mulți răzeși înpregiurași la moșia ce să dă, să aibă a să da înștiințare fieșteacăruia... privelegiile tuturor...* ».

## III. Ms. roum. 12, « Portativ ».

— F. 44<sup>v</sup>: Code civil de 1816–1817. 2<sup>e</sup> Partie. Le droit personnel; f. 48: Ch. II Du droit du mariage; f. 52<sup>r</sup>: § 152, L'avantage de la veuve qui, n'ayant pas d'enfants, se remarie après l'année de viduité; § 151, Son avantage alors même qu'elle aurait des enfants: *lege Armenop<ulum>*, p. 246, § 24: *solum usum fructum illi (mulieri ad alteras transeunti nuptias) relinquens* = éd. Heimb. IV 9 (7), 24: *Sed etsi mulier annum expectauerit [...]* et *ad alteras transierit nuptias adspersa priores [...]* si quidem liberos non habet (Cod. Gall. § 150) [...] si uero proles existet (ib. § 151) [...] non solum usum fructum illi relinquens.

## IV. « La leçon inaugurale du cours de droit (1830).

\* Ce passage [ ] sauté par Flechtenmacher, se trouve traduit chez Carra [(B Acad. ms. roum. 4317 f. 211<sup>r-v</sup>); les deux versions coïncident en grande partie, sans que l'on puisse affirmer que F., ayant devant ses yeux le texte de 1804, a voulu donner quand même sa propre traduction (ou celle de son collaborateur moldave ou grec roumanisé). La traduction de Carra est supérieure (v. l'effort de rendre en roumain *aduentitia* et *profectilia*): « *Peculia ... neadăogite, pârînfăști, oștenești, și ca niște oștenești. Neadăogite stînt, cîte au copiii din moșteni-rea>* maicii lor, a moșilor, a strămoșilor și a altor rudenii de pe maica lor, a căroră folosul îl are pârînteale, [...] la cari copilul supt pârînfăscă stăpînire încă fiind, nu are voie să facă diată, ce nici pârînteale său murind mai înainte [...] ».

Dans cette leçon célèbre publiée dans *Uricariul* (XIX 476—490) et reproduite par Andrei Rădulescu dans sa brochure commémorative de 1930 (*Două lecții de drept etc.*; cf. Gh. Ungureanu, in *De la Acad. Mihăileană...*, Iassy, 1936, 332—338), on trouve le passage suivant sur H. et son œuvre :

« Très renommé est aussi le livre (*carte* = livre et code) de lois composé par Constantin Harménopule, qui a été jurisconsulte (*pravilist*) et juge à Thessalonique et conseiller des empereurs Jean Cantacuzène et Jean Paléologue ; il l'a rédigé en 1345 (Fl. ne répète plus l'erreur chronologique de Donici — V.G.) et le divisa en 80 (lisez : 60) titres (lisez : livres). Ce code étant très utile pour l'étude de la science des lois, a été imprimé en latin et en grec dans plusieurs villes. L'édition la plus récente et la mieux corrigée est celle qui fut imprimée en 1780 à La Haye en Hollande ».

V. *Le projet non exécuté d'un grand commentaire du Code de 1817, intitulé « Code civil extrait des codifications de l'empereur Justinien, avec des citations tirées des Basiliques, ainsi que d'Harménopule, traduit et commenté » (septembre 1838).*

En décidant de doter le droit moldave d'un ouvrage semblable autant que possible au célèbre *Commentar* de l'ABGB par Fr. von Zeiller (1811—1813), Flechtenmacher, tirant des conclusions courageuses de son expérience moldave et des obligations de sa charge<sup>96</sup>, se rendait compte que le code pour lequel il avait utilisé de près l'ABGB, quelques lois spéciales et la doctrine autrichiennes, devait être replongé encore, pour une certaine période, dans le contexte romano-byzantin du pays récepteur, c'est-à-dire que le code de 1817 devait être compris, interprété et appliqué comme un monument ayant à sa base le droit des Basiliques et du Manuel d'Harménopule. Ce choix est significatif, car Flechtenmacher, en le faisant, pensait avant tout „aux lois de Justinien”<sup>96</sup>.

D'après le plan qu'il a laissé de son ouvrage, Flechtenmacher entendait y insérer — au livre I<sup>er</sup> — « des notions générales avec la biographie ou narration de la vie de l'empereur Justinien et de son ministre Tribonien, et en même temps avec des détails sur les Basiliques

<sup>96</sup> La concordance du code civil de 1817 et des Basiliques, citée ci-dessus, constituait, à coup sur, un matériau essentiel pour l'élaboration du Commentaire de 1838. Le plan de ce dernier ouvrage, complété par quelques fragments de son futur texte et par des indications sur les sources utilisées (un ouvrage en deux volumes dont le nom d'auteur et le titre ne sont pas indiqués : I, n-os 38 à 2214, pp. 4—284 ; II, n-os 8553 à 13534, pp. 1—694 ; le Digeste, le Code, les Bas. éd. Fabrot et Heimbach, celle-ci citée pour la première fois dans la culture roumaine, 5 ans après l'apparition du 1<sup>er</sup> tome) se trouve dans l'important ms. roum. 105 de la B. Acad. [voir I. Bîanu et N. Hodoș, *Catalogul...*, 1 (1911), n-o 105 ; Andrei Rădulescu, *Pravilistul Flechtenmacher*, (1923), 222—223]. Ces matériaux permettent de démontrer, comme nous le ferons dans une étude séparée, que le *Commentar* de Fr. von Zeiller (dont un exemplaire annoté par Fl. qui y avait marqué aussi la concordance des paragraphes du code moldave avec ceux de l'ABGB, appartenait en 1894 à la bibliothèque de Michel Bonachi, *Persoanele morale în codul Calimach* 14—15) n'était pas destiné à remplir le rôle de modèle exclusif. Dès lors, la thèse du P<sup>r</sup> G. Mantzouphas (*Die Gründe...*, 229—231) selon laquelle Fl. aurait dès 1813 conçu d'utiliser le *Commentar* „für seine eigennützigen Zwecke”, en se préparant en 1838 à publier sous son nom l'œuvre de Zeiller, avec de simples renvois aux lois justiniennes et byzantines, n'est pas confirmée. D'ailleurs, le livre comme tel n'a pas été écrit. Dès lors, ce qui nous semble évident, c'est que Fl. s'était engagé dans la voie d'une sorte de naturalisation du code de 1817. A cette fin, il avait mis en veilleuse les rapports réels du code moldave avec l'ABGB. Par contre, les fondements romanistiques de ce dernier code lui permirent de présenter, pour des raisons d'ordre politique [que le P<sup>r</sup> G. Mantzouphas, *ib.* (1965), 328 a fort bien énoncées ; cf. notre étude dans *Studii*, 13, (1960), 84], le code de 1817 comme étant issu directement des Bas. et de l'Hex.

qui sont utilisées dans la Principauté de Moldavie aux termes de l'art. 318 du Règlement organique, ainsi que sur Harménopule», et à ce propos il précise l'introduction et l'utilisation de l'Hex. en Russie après 1812<sup>97</sup>.

On est un peu étonné de constater que Flechtenmacher semble avoir entrepris une traduction roumaine du célèbre manuel du juge de Thessalonique. En effet, sur la liste des livres que la veuve du juriste moldave voulait vendre, figure le «*manuscriptum Harmenopoli ins Moldavische übersezt von Christian Flechtenmacher*» (2 volumes).

A propos de cette traduction intégrale qui doublait celle de Th. Garra (1806), il convient de mentionner les traductions fragmentaires de l'Hex., qui circulaient à l'époque. Dans le registre d'affaires du spathaire Thomas Luca<sup>98</sup>, dont la femme décédée était née Balș, à une date postérieure au 15 déc. 1821 l'on trouve un texte de onze paragraphes numérotés de 1 à 11, relatifs à la coutume, à la dot et à l'hypothèque, aux successions et à la syneisphora (rapport de la dot et des donations), à la restitution, avec renvoi à la page de l'édition utilisée (qui n'est à coup sûr qu'une récente édition Spanos)<sup>99</sup>.

Nous terminons notre bilan par cet étonnant projet moldave de modernisation du Manuel d'H., après l'apparition du Code Callimaque et à la veille du Règlement organique, avec l'espoir vite déçu de faire d'un Néos Harménopoulos le code général de la Moldavie au XIX<sup>e</sup> siècle. Nous avons relaté ailleurs la découverte à Jassy de ce manuscrit<sup>100</sup> que j'ai remis en 1961 à Gh. Cronț aux fins d'étude pour son article cité sur l'Hex. d'H. Il n'y a pas lieu de revenir sur la description qu'il en a donnée, en le datant avec M. Ungureanu, de 1821. D. S. Gkinis<sup>101</sup> a tout de suite saisi l'importance du document et a réussi à en donner une édition, en avançant la date en 1830. L'auteur du projet, K. K. Chrysoképhalos nous est connu par un document du 24 avril 1814, où il est présenté comme un maître (*dascâl*) qui possédait beaucoup (*nu puțină*) de science juridique (*a legilor*).

Le lancement de ce projet prouve que l'échec de l'initiative de 1804 (v. ci-dessus) n'avait pas découragé tous les tenants d'un byzantinisme juridique à outrance. Le fait que son auteur était un juriste d'origine grecque en dit long sur son apparition. Si le projet date de 1821, il anticipe sur l'adoption de l'Hex. en Grèce comme code du nouvel Etat national. Si cette date doit être reportée vers 1830, ce sont sans doute les événements de Grèce qui ont donné à Chrysoképhalos des ailes pour lancer son projet moldave. Peut-être ne pensait-il

<sup>97</sup> V. Gh. Ungureanu, *Date nouă cu privire la ... Christian Flechtenmacher și Damaschin Bojinca*, in *Arhiva*, 41 (1934) 51.

<sup>98</sup> B Acad. CMXLII/26<sup>e</sup> (signalé par Vlad Georgesco). Ce texte sera édité avec d'autres traductions fragmentaires de l'Hex.

<sup>99</sup> *Frag. Th. Luca*

fila 280 § 5

Pe zestre numărătoare <a> o face cînd ar fi că să va număra și să va da în mînele bărbatului, iar nu scriire izvodului zestrilor.

éd. Spanos, 1744

IV 8 <11> (p. 319)

Τὴν προῖκα τὴν κάμνει ἡ μέτρησις, ὅταν διλαδῇ μετρηθῇ, καὶ δοθῇ εἰς τὰς χεῖρας τοῦ ἀνδρός, καὶ ὅχι ἡ γραφὴ τοῦ προικοσυμφώνου.

éd. Heimb.

IV 10 11

Dotem numeratio, non scriptura dotalium instrumentorum facit.

<sup>100</sup> Arch. Etat, Jassy, 1638.

<sup>101</sup> Ἐπετηρίς Ἑταιρίας Βυζαντινῶν Σπουδῶν, 33 (1964), 185—205; cf. idem., *Περίγραμμα Ἱστορίας τοῦ μεταβυζαντινοῦ δικαίου*, Athènes (1966). Dans un mandement du 24 avril 1814 (Gh. Ghibănescu, *Sur. și izv.* VII, 70, n° 47), le métropolitain Veniamin fait savoir à deux boyards de la famille Cuza qu'ils ont à se réunir avec un archidiacre et avec le professeur (*dascâl*) Costandin Hrisochefal, qui possède pas mal de science en matière de lois et de codes («*care are nu puțină știință legilor și pravililor*»), afin de procéder au partage de leur héritage «d'après la décision des saints codes et canons». Le document a été signalé pour la première fois par I. C. Filitti et <D.> I. Suchianu, *Contribuții la ist. just. pen. în Princ. rom.*, Bucarest (1928), 36, n. 9.

même pas travailler de la sorte exclusivement pour les Moldaves. Quoi qu'il en soit, son idée d'élaborer un Nouvel Harménopule était plus intéressante que la simple adoption du Manuel rédigé au XIV<sup>e</sup> siècle avec des matériaux remontant jusqu'au VI<sup>e</sup> et même plus loin. Seulement, même avec des moyens d'Etat, l'idée de Chrysoképhalos constituait une œuvre de longue haleine, presque aussi difficile que la mise sur pied d'un nouveau code, alors que la formule adoptée en Grèce fournissait une solution expéditive, dont le caractère provisoire explique pourquoi elle a pu durer plus d'un siècle.

## Conclusions

Après les Basiliques et le *Corpus Iuris Civilis*, l'Hexabible constitue, à partir de 1700, le monument de droit byzantin le plus important comme source de la réception positive et doctrinale de ce droit en Moldavie et en Valachie. Sa carrière directe commence avec la BM et se clôt avec les Règlements organiques. Elle est plus riche en Moldavie, où l'on procède à deux traductions roumaines de l'Hex. et où se produit le projet de Chrysoképhalos concernant son Nouvel Harménopule. Les attestations du recours que l'on faisait à l'Hex. dans des procès devant les instances civiles sont plus nombreuses pour la Moldavie, à en juger d'après les documents identifiés jusqu'à présent. Mais on est loin de connaître le nombre exact de ces attestations enfouies dans les matériaux inédits de nos archives. Dans un grand nombre de cas, le recours à l'Hex. restera occulte, parfois masqué par la référence à la *Pravila*, sans possibilité de trancher, lorsque le principe est commun à l'Hex. et à un autre recueil d'usage courant, ou bien beaucoup plus souvent, annulé par le silence du document sur le texte de loi appliquée. Dès 1739, le métropolite Néophyte favorise l'emploi de l'Hex. par la dicastérie de Bucarest.

Le recours à l'Hex. comprend, en premier lieu, des matières extérieures au CIC, en commençant par la prolimésis. Son emploi comme livre de doctrine semble surpasser son usage comme code de séance dans les tribunaux. Les appellations de « *Sf. pravilă* », « code Harménopule », « le code de l'interprète des lois » sont cependant significatives. L'usage constant des éditions classiques doit être souligné, de même que la diffusion des matériaux contenus dans les appendices de ses mss. et, en tout premier lieu, les lois agraires. Toute la réception hexabiblienne se rattache à un milieu de culture savante et d'origine occidentale. Mais sa large diffusion et les résultats positifs auxquels il conduit permettent de parler à la fin d'une implantation relativement populaire de l'Hex., soit par la version néo-grecque, soit par les extraits traduits en roumain qui circulaient, soit même par la traduction intégrale de 1804 (quoique l'action des copies peu nombreuses en circulation ne doive pas être exagérée, d'autant plus qu'il n'existe pas de trace de son rayonnement en Valachie).

En gros, l'Hexabible — à côté des Basiliques — a beaucoup contribué à la diffusion dans les Principautés du droit romain dans un contexte de plus en plus modernisé à l'aide d'éléments de technique et de doctrine de droit naturel et « illuministe ». C'est ce qui a préparé le terrain — en créant une tradition vivante — au nouveau processus de réception — tant décriée — qui après 1831 et surtout de 1859 à 1866, se détournera de la coutume locale et s'engagera dans la construction d'un droit bourgeois moderne, en faisant appel sans effort aux produits les plus avancés de l'évolution historique du droit européen. Car celui-ci était assumé et adapté en tant que synthèse — évidemment plus individualiste — d'une coutume essentiellement communautaire et médiévale, et du droit romain commun, si proche du droit romano-byzantin.

Celui-ci, d'ailleurs, ne quittait forcément la scène de l'histoire qu'après avoir servi les intérêts de classe des maîtres du jour, et rendu d'importants services durables à la vie juridique, à la lutte pour une justice (encore mystique et mythologique) et à la culture juridique roumaine. Devenant ainsi un facteur historique complexe de formation du droit roumain, le droit romano-byzantin et l'Hexabible, en tant que véhicule des valeurs et de l'action pratique de ce dernier, sont loin d'être un droit étranger.

#### A D D E N D A

Pag. 213, n. 4 — D. M. Kaouchansky, *L'Hexabible de Constantin Harménopoulos dans les Pays balkaniques*, in *Les Balkans* 11 (1939), 351—357, avec des vues contestables.

Pag. 214, n. 6 — D.E. Maurocordato, *Harménopule et son Manuel de droit civil*, in *Rev. de législation et de jurisprudence* (1846) I, 193—204, judicieux, bien documenté, encore utile; E. Hertzog (Herzog), *Πραγματεία περὶ τοῦ Προχέιρου ἢ τῆς Ἑξαβίβλου Κωνσταντίνου τοῦ Ἀρμενοπούλου*. Munich (1837); Sp. Sakellaridis, (Περὶ τοῦ ἐν Θεσσαλονίκῃ νομοφύλακος καὶ κριτοῦ Κ. Ἀρμενοπούλου (βίος καὶ ἔργα). Athènes (1916).

Pag. 221, n. 40 — Le ms. 139 (ASB), registre de la Métropole de Bucarest (1739—1800), établi par ordre du grand métropolite Néophyte, conseiller de C. Maurocordato, contient des jugements nomocanoniques (entre autres avec application de code valaque de 1652, dès 1740, v. ff. 142<sup>v</sup>, 143<sup>r</sup>, 212<sup>v</sup>, 217<sup>v</sup>, 222<sup>v</sup>) et un recueil peu systématique de textes juridiques d'emploi courant, en grec ou en roumain (Bas., Hex., Blastarès, Zónarar, Balsamôn, Nov. I.). Il présente une importance exceptionnelle pour la réception en général et pour celle de l'Hex. en particulier (v. ff. 71<sup>v</sup>, 74<sup>v</sup>, 141<sup>r</sup>, 158<sup>v</sup>, 161<sup>v</sup>, 163<sup>r</sup>, 165<sup>v</sup>, 166<sup>r</sup>, 167<sup>r</sup>, 168<sup>r</sup>, 169<sup>v</sup> trois fois, 170<sup>r-v</sup>, 172<sup>v</sup>, 173<sup>v</sup>, 178<sup>r</sup> etc.). Il fera l'objet d'une présentation spéciale. Le doc. du 3 mars 1749 cité est une importante consultation intéressant les familles Rosetti et Brincoveanu. Par application de la notion d'hérétique (Just., Hex.), un Nicolas Rosetti, en tant que catholique, est exclu de la tutelle d'un neveu apparenté aux Brincoveanu.

Avant 1749, Néophyte, par un achat de livres de la B M, avait fait passer l'éd. 1540 de l'Hex. à la Bibl. de la Métropole (v. M. Carataşu, in *Studii şi cerc. de bibl.*, XIII, à paraître).

Pag. 221, n. 40 — 15 juin 1807 (B. Acad. CMLII/85, Affaires de rachat avec protimésis, extraits des registres du divan de Moldavie): retrait de voisinage après 9 ans depuis la vente en question, car „selon les *pravile* (codes byzantins, en l'occurrence l'Hex.) le délai de protimésis n'était pas encore expiré, étant possible d'agir pendant 10 ans”.

Pag. 223, n. 47 — Le texte de Fotino II 89 et 91 ne figure pas dans les mss. de la famille A. Dans l'éd. Zépos, ces titres sont représentés par leurs seules rubriques, d'après la description du ms. gr. 987 (fam. B) par N. Camariano (*Catalog*, Buc. 1940).



- Pag. 226, nr. 53 — Le début du texte de Varinus Favorinus (Μέγα ... Λεξικόν; *Magnum Dictionarium*, Rome 1523; éd. vénitienne de 1712, dédiée au prince de Valachie, C. Brîncoveanu) est paraphrasé: Νόμος ἐστὶ βασιλικὴ διάταξις ἢ πρόσταγμα βασιλέως. La dernière phrase (Καλοῦνται) n'y figure pas. Les autres définitions ne lui sont pas empruntées. L'exemplaire de l'éd. 1523 que possède la B. Acad. (Bucarest) porte l'*ex libris* suivant: τοῦ Ἰωάννου γραμματικοῦ ἐκ τῆς Μολδοβλαχίας 1677 ἐν Ἀμστερδάμῃ.
- Pag. 239 — F. 101<sup>v</sup> (1826), *Bas. tomul III*, 23, 3, 52, p. 385, cum și *Armenopol*, *cartea 3*, *titlul 7*, § 12 = éd. Heimb. III 7, 13.
- Pag. 242, n. 99 — Cf. Th. Carra, ms. roum. 4317, f. 185<sup>v</sup> (IV 8 § 10): Numărare în mâna bărbatului face pe zăstre, iar nu scrisoare numai de tocmală zăstriei (= éd. Gothofredus, 1587, IV 8, 14).